



Frontenac, l'artisan de la victoire

Léo-Paul Desrosiers

Number 28, 1963

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1079840ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1079840ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Desrosiers, L.-P. (1963). Frontenac, l'artisan de la victoire. *Les Cahiers des Dix*, (28), 93–145. <https://doi.org/10.7202/1079840ar>

Frontenac, l'artisan de la victoire

Par LÉO-PAUL DESROSIERS
de l'Académie canadienne-française

Immédiatement après la première administration de Frontenac, c'est l'invasion de l'irréalisme le plus cru dans les relations franco-iroquoises. En sept ans, deux gouverneurs détruiront les résultats de la politique d'amitié qu'avaient élaborée à la fin Tracy, Courcelles, Talon et que Frontenac avait appliquée jusqu'à la dernière minute, ne déviant en aucune façon de cet axe sûr.

Il ne faut pas trop insister sur les actes de La Barre qui se montra inférieur à sa charge et désappointa ses amis. Tout de suite, il céda au parti de la guerre qui s'était formé en Nouvelle-France. Il demanda des troupes, en obtint peu, organisa non pas une parade militaire mais une véritable expédition. En cours de route, il modifia son projet et revint à l'idée d'une démonstration. Toute chance l'abandonna. Les Iroquois irrités auraient pu détruire à la fin ses troupes malades et le renvoyer à Montréal avec un désastre. Heureusement, les missionnaires en Iroquoisie, les chefs iroquois gagnés à la cause française, Charles Le Moyne, les maladresses des Anglais, parviennent à l'extirper de ses difficultés. Mais sans sauver les Illinois et les Miamis.

Entreprise souverainement maladroite. La cour de France est-elle prête maintenant à fournir les régiments nécessaires, pendant trois ou quatre années, pour détruire le gros des forces iroquoises, pour mettre l'Iroquoisie hors de combat, pour lui faire en un mot un mal réel ? Non. Louis XIV est toujours bien vivant, avec son indifférence crasse envers la Nouvelle-France. Alors toute expédition militaire ne peut avoir d'autre fruit que celles de Tracy, de Courcelles, de Salières : égratigner l'Iroquoisie, l'exciter contre nous; le fond du problème est là. Les données n'en sont pas changées. Si on levait le poignard

contre cette nation vindicative, il fallait l'enfoncer jusqu'à la garde et dans le coeur. Autrement, on commençait une guerre dangereuse avec une Nouvelle-France infiniment vulnérable par ses défrichements semés à tous vents.

La conséquence la plus funeste à prévoir se produit pourtant : menacée par une puissance européenne, l'Iroquoisie se jette dans les bras de l'autre, l'Angleterre. D'ailleurs, celle-ci se préparait soigneusement à cet acte. La Barre commet la bêtise insigne d'avertir le gouverneur de New-York de son expédition manquée. Celui-ci ne fait qu'un bond. Il fait poser les armoiries anglaises sur les bourgades iroquoises. Il obtient des Iroquois une déclaration à l'effet que leur pays est en réalité une terre anglaise, et qu'eux, ils sont des sujets anglais; et s'ils sont des sujets anglais, c'est lui qui, au nom du roi d'Angleterre, conduit leur politique extérieure, se mêle à fond à leurs négociations et à l'élaboration de leurs traités, les signe. Il est le maître souverain dans ces contrées hier françaises. La prise de possession de Tracy est annulée.

Sans doute, les Anglais sont maladroits auprès des Iroquois; ils les considèrent trop vite comme un peuple ayant perdu son indépendance. Ils sont même arrogants et tentent de donner des ordres trop vite. C'est ce qui permet à La Barre de négocier à la fin et de ramener ses troupes à Montréal. Toutefois, dans leurs plaidoyers auprès des sachems, les interprètes français doivent trop insister sur l'indépendance de l'Iroquoisie : car si elle est indépendante, elle n'appartient pas plus à la France qu'à l'Angleterre. Les envoyés français, pendant les prochaines années, devront répéter cet argument sans cesse. Au fond, les Iroquois sont dans une situation difficile. Dans leur impétuosité première, ils ont donné certains gages aux Anglais pour obtenir des armes, des munitions, recevoir de l'assistance, ils ont pris des engagements; et surtout, les Anglais sont là, à côté d'eux, et ils sont dangereux. Ils donnent de bons prix pour les fourrures; depuis longtemps, leurs relations commerciales ou autres sont actives, amicales. Tandis que la Nouvelle-France n'offre guère les mêmes avantages. Alors, les Iroquois n'osent pas affirmer leur indépendance avec force, avec éclat, et ils auront une tendance invincible à faire participer la Nouvelle-Hollande, aujourd'hui New-York, à leurs négociations et à leurs traités de paix.

C'est ce qui se dessine maintenant, après l'expédition de La Barre, et avec netteté. Ce gouverneur crée une alliance anglo-iroquoise qui était infiniment dangereuse et qui aurait facilement pu être mortelle. C'est maintenant un véritable germe qui se développera graduellement. A Albany existent déjà depuis longtemps des hommes qui connaissent les affaires iroquoises et s'y mêlent avec savoir-faire. Et aussi des interprètes qui savent parler la langue. Nous avons là des spécialistes. Dans le passé, ils agissaient continuellement dans cette ville même, au cours de conseils qui s'y tenaient. Maintenant, ils vont sortir de leurs palissades et apparaître aux grands conseils proprement iroquois qui se tiennent dans la capitale, Onnontaté. Ils enverront leurs délégués aux délibérations importantes. Et, en conséquence, se formera en cette démocratie, un parti pro-anglais très actif qui combattra le parti pro-français et lui livrera une guerre à mort. Aucun des deux ne pourra commettre une faute sans que l'autre en profite immédiatement.

Cette bataille réelle, sur les lieux, auprès de l'opinion publique, se doublera d'une bataille diplomatique entre la France et l'Angleterre. Les deux pays sont en paix. Après sa prise de possession par Tracy, Louis XIV aurait pu nier toutes les prétentions au roi d'Angleterre. Mais avec son indifférence coutumière envers la Nouvelle-France, il accepte de négocier, de former une commission mixte qui décidera si l'Iroquoisie est terre française ou terre anglaise. On préparera des deux côtés des mémoires et des cartes. D'où une situation trouble : ce qui était décidé, net, hier, ne l'est plus aujourd'hui. On manoeuvre, on intrigue. Quand éclatera la révolution d'Angleterre, la question ne sera pas réglée.

Les deux rois sont amis sous La Barre et Denonville. Ce fait ne prévient pas les contestations amicales. Et très heureusement, il empêche les fonctionnaires et traiteurs d'Albany de pousser tout de suite les Iroquois contre nous, de les engager dans la petite guerre contre nous. On peut dire qu'il sauve pendant quelques années encore la Nouvelle-France des attaques qui éclateront avec le massacre de Lachine; il nous donnera ce répit.

Après l'expédition manquée de La Barre, il était encore loisible de revenir à la politique d'amitié qui était la seule possible, étant donnée cette volonté de Louis XIV de ne pas avoir une grande politique

d'expansion américaine, soit colonisatrice, soit commerciale, soit militaire. Les données pouvaient en être les mêmes. Des missionnaires sont toujours en Iroquoisie. Cultiver l'amitié de la nation, celle des chefs, tenir des conseils; avoir un fort Catarakouy en bon ordre, avec une bonne garnison, sur le qui-vive; un bon nombre de troupes aussi dans la colonie tant que la population de celle-ci n'imposerait pas le respect par son nombre; travailler au règlement des questions pendantes entre l'Iroquoisie et la Nouvelle-France, mais dans une atmosphère de bienveillance et de paix; cimenter sans fin, en sous-main, l'alliance de la Nouvelle-France et des Indiens alliés, bien armer ceux-ci; et si l'Iroquoisie n'abandonnait pas ces projets meurtriers envers les Illinois et les Miamis, lui assurer ainsi des défaites, des échecs et des repréailles; et surtout, voir de près à la question si importante des prix versés pour les pelleteries. En un mot, ne pas abandonner le contact amical avec les chefs iroquois.

Alors, La Barre part. Et vient Denonville. Ce gouverneur est l'intelligence même. On peut dire qu'il a compris à fond tout le problème iroquois. Sa clairvoyance lumineuse éclaire toutes ses dépêches. Sous ce simple rapport, il est l'un de nos grands gouverneurs. Cependant, après avoir exposé autant de vues, si lucides, il ne sait pas s'arrêter à une action qui soit la meilleure et l'exécuter avec l'adresse qui convient. Il n'adopte pas la profonde politique de paix de Frontenac. Il lui aurait fallu dire à Louis XIV : « il me faut deux régiments de Carignan, pendant quatre à cinq ans, pour détruire la menace iroquoise; et je ne marcherai pas sans les avoir sous la main. Les fournissez-vous, oui ou non ? » Au lieu de cette mise en demeure, il se contente des soldats qu'a reçus La Barre, de sept cents qu'on lui envoie, des milices canadiennes. Et il organise une expédition, qui rappelle étrangement celle de Champlain, quand les Hurons devaient attaquer par le nord et les Andastes par le sud. Lui, il attaquera les Tsonnontouans avec des forces françaises par le nord, les Illinois par le sud. Il aura de forts contingents de peuplades alliées. Sa manoeuvre ne réussira pas plus que celle de Champlain. Dans ces immenses étendues forestières, privées de communications, il était bien difficile de l'ajuster.

En second lieu, il projeta une attaque par surprise qui lui aurait permis de trouver les Tsonnontouans dans leurs bourgades elles-mêmes

et ainsi de leur infliger des pertes graves. L'arrestation de tant d'Iroquois, chefs et autres, à Fort Catarakouy, avait cette fin en vue d'abord. Ici, Denonville tombait plus nettement dans l'irréalisme. Une grosse expédition militaire partant de Montréal pour se rendre jusqu'au sud-ouest du lac Ontario n'avait aucune chance de passer inaperçue pendant tout ce long trajet. C'était folie que d'y compter. Aussi, l'ennemi apprend assez tôt que les troupes s'en viennent chez lui.

Et pourtant, malgré tout, bien des indices indiquent que le gouverneur aurait pu obtenir un succès réel. Confiants dans leurs guerriers, les Tsonnontouans se postent dans un endroit avantageux et tentent de défendre leur pays. Quand ils sont délogés de leurs positions, vient l'heure propice de l'attaque rapide, à bride abattue, qui aurait probablement surpris des ennemis en déroute et toute une population dans la bourgade. Les peuplades alliées sont prêtes à entreprendre cette poursuite. Mais Denonville n'a pas le coup d'oeil du véritable général d'armée. Une prudence extrême l'empêche de profiter de l'occasion. Il retient tous ces guerriers prêts à bousculer les Iroquois, à les envelopper et à les détruire. En conséquence, il atteindra plus tard une bourgade vide de sa population. Celle-ci s'est retirée dans les profondeurs de la forêt où il est pratiquement impossible de la détruire. Il brûlera les palissades, les cabanes, les moissons. Mais tout comme Tracy, Courcelles et Salières, il laissera derrière lui une Iroquoisie intacte, non entamée, qui, en un an, réparera ses pertes légères, et sera aussi dangereuse que ci-devant.

C'est alors que, officiellement, avec la permission des autorités, il avancera les limites de l'empire français en érigeant le fort Niagara et Détroit, afin de mieux contenir et maîtriser l'Iroquoisie. Mais ces postes sont bien exposés, et, au fond, c'est toujours la cour de France que l'on ne sent pas prête à appuyer à fond une politique d'expansion vraiment impériale.

Pendant ces années où l'administration française perd presque tout contact avec l'Iroquoisie, c'est la coalition anglo-iroquoise qui s'ébauche, prend forme, se révélera en 1689 dans le massacre de Lachine. Les anciens amis de Frontenac se lieront par des traités non seulement avec l'état de New-York, mais encore avec les colonies adjacentes. Plus de missionnaires maintenant chez les tribus pour contrecarrer cette influence. On ne sait plus ce qui se passe chez elles. On

n'a plus de moyen d'action sur elles. On ne s'entend plus avec des chefs amicaux. Le parti pro-français perd toute force et toute activité dans cette démocratie. La France devient l'ennemie comme autrefois. Puis la tutelle anglaise est bienveillante. A Albany, des prix élevés pour les pelleteries. Des armes et des munitions. Aucun obstacle aux guerres que la Confédération sanguinaire entreprend dans l'ouest. Malgré quelques règlements, de l'eau-de-vie. Ce n'est pas Albany qui emprisonnerait des chefs iroquois, les déporterait aux galères. Puis, fait que saisissent bien les Iroquois : en Amérique, les colonies américaines sont plus puissantes que la Nouvelle-France. Et, habile, Albany sait arranger les affaires quand des guerriers iroquois commettent quelque mauvais coup dans une autre colonie anglaise.

Chez les tribus alliées de la Nouvelle-France, le règne de La Barre, de Denonville n'est guère plus heureux. A deux reprises différentes, elles ont levé les armes contre la Confédération. Mais les gouverneurs n'ont abouti à aucun résultat sérieux. La Barre, parce qu'il n'a pas combattu, Denonville, parce qu'il a manqué de coup d'oeil. Elles voient le résultat avec clarté : une Iroquoisie intacte, une Nouvelle-France qui ne réussit pas à la mâter. Elles se sont exposées à des représailles terribles, en fournissant des guerriers aux deux gouverneurs. La France ne peut les protéger. Réalistes, elles connaissent aussi l'infériorité des prix français, la force des colonies anglaises.

C'est dire qu'elles sont mûres pour la trahison. Douteuse dans le passé, leur fidélité traditionnelle se perd. Déjà, et en maintes circonstances à l'avenir, elles seront prêtes à entamer des négociations sérieuses et à passer du côté des Anglais et des Iroquois. Ce danger grave apparaît dans sa plénitude dès la seconde arrivée de Frontenac. C'était l'encercllement de la réserve québécoise de Louis XIV qui devenait menaçant. L'histoire détaillée de cette période commence à révéler que ce sont les Hurons et les Outaouais, de vieux alliés, qui sont maintenant prêts à abandonner la cause française, et à entraîner dans leur sillage les tribus qui pivotent autour d'eux. Naturellement, missionnaires, coureurs des bois, traitants sont aux aguets, pour empêcher l'irréversible. Mais nous avons là le germe des négociations, intrigues, manoeuvres secrètes, qui empliront presque toute la seconde administration de Frontenac, seront souvent dangereuses, à la veille d'aboutir, et de compromettre toute la défense de la Nouvelle-France contre la coalition anglo-iroquoise qui est déjà formée.

En attendant, c'est Kondiaronk, surnommé Le Rat, qui avec une habileté consommée, fera manquer les négociations de paix que Denonville tente d'entamer après son expédition. Il ne veut à aucun prix que la paix entre l'Iroquoisie et la Nouvelle-France se fasse au prix de l'abandon des tribus alliées, leur grande crainte. Très bien calculée, sa perfidie irritera à fond les Iroquois contre la Nouvelle-France, elle les enfoncera dans la coalition anglo-iroquoise, sera peut-être la cause déterminante du massacre de Lachine, de la guerre à outrance qui sévira ensuite.

En cette heure fatidique où les hostilités vont commencer, on peut mesurer assez exactement toutes les conséquences vraiment effroyables de l'abandon de la politique d'amitié à laquelle s'étaient ralliés à la fin Tracy, Courcelles, Talon, et qu'avait appliquée Frontenac pendant une dizaine d'années. Ce sont des larmes de sang que l'on pleurerait sur le gouvernement, pendant sept ans, de ces esprits irréalistes dont les actes nouèrent la coalition anglo-iroquoise et préparèrent l'explosion de 1689.

L'amitié des rois de France et d'Angleterre la retarda pendant quelques années. Mais le frein sauta quand éclata la révolution d'Angleterre. Ici, il faudrait souligner le caractère anti-catholique de cet événement. Il se manifesta dans les colonies américaines, où les hommes de l'ancien Roi subirent des avanies. Le gouverneur de New-York fut même emprisonné. Un aventurier saisit le pouvoir. Les personnes qui ont contenu les Iroquois dans une certaine modération, sont mises au rancart. Les exaspérés de l'ancien régime prennent le pouvoir. Ils devinent la guerre maintenant imminente entre la France et l'Angleterre, n'ont plus de ménagements à garder.

C'est dans ces conditions que durant plusieurs mois, et alors que la Nouvelle-France ne connaît pas encore ces événements d'Europe, la ville d'Albany se trouve pendant un temps libre de ses mouvements, comme un état indépendant. Ses marchands de fourrures, ses spécialistes en affaires iroquoises, délibèrent avec les chefs iroquois. Il nous manque encore des documents relatifs à cet important conseil. Ceux qui ont été publiés indiquent nettement que c'est à ce moment, en ce lieu, que s'organise le massacre de Lachine. Assurés enfin de l'assistance de l'Angleterre, les Iroquois, bien pourvus d'armes et de munitions, décident d'attaquer une autre puissance euro-

péenne, la France. Le temps est venu de cueillir le fruit des maladresses de La Barre et de Denonville. Virtuelle depuis 1683, la coalition militaire anglo-iroquoise devient un fait accompli. En d'autres termes aussi, les colonies américaines ont placé devant eux le bouclier iroquois qui les protégera contre la Nouvelle-France, et à l'abri duquel elles pourront vivre en paix. C'est le prix que la Nouvelle-France paiera pour l'abandon de sa politique de paix, pour le passage de deux gouverneurs qui abandonnèrent en pratique tout contact avec l'Iroquoisie, et ne distinguèrent pas les signes de tempête dans le ciel.

On l'avait si peu prévu qu'éclata comme en un ciel serein le tonnerre du massacre de Lachine. Et en une seconde, on saisit ce qui était pourtant visible aux regards depuis une décade au moins : la vulnérabilité lamentable aux coups des partis iroquois, des défrichements que le régime seigneurial avait éparpillés partout dans la forêt. Comment défendre cette population qui n'est plus concentrée dans des fortins ?

Denonville a manqué de présence d'esprit au soir de la première escarmouche contre les Tsonnontouans. La même rapidité de décision lui fait maintenant défaut. Il impose la lenteur des mouvements et la prudence excessive. Pas de réaction vive et sûre. Il ne lâche pas contre l'ennemi ses jeunes Canadiens qui la connaissent, eux, la forêt, ni les Iroquois catholiques, ni la milice acclimatée au pays, ni les troupes. L'occasion sera manquée. A cette attaque si bien combinée que l'on se demandera toujours si elle n'a pas été concertée à Albany, ne répondra qu'agitation peu nécessaire et assez vaine.

Il faut s'arrêter un peu à cet événement. Les habitants de la Nouvelle-France et leurs chefs ont toujours vu clair. Si l'on veut glaner dans les documents, on constate qu'ils ont toujours cru que le coup partait en réalité d'Albany, de New-York, des Anglais en un mot. Naturellement, ils n'étaient pas en possession de certains documents que nous pouvons lire aujourd'hui et qui confirment cette version. Ainsi cet acte devenait le premier, en Amérique, de la guerre entre l'Angleterre et la France. Dans l'avenir ce point sera discuté avec plus d'ampleur, car des historiens diront que c'est Frontenac qui, par ses raids contre la Nouvelle-Angleterre, ouvrira ces hostilités; tout au contraire, ils prouvent que lui aussi était convaincu par cette version et qu'en arrière des Iroquois, il voyait les Anglais qui avaient

concerté l'assaut pour compromettre les Iroquois et les avoir à jamais dans leur camp. Ce sont les vrais coupables qu'il attaquera tout de suite. Ce sont des représailles qu'il voudra exercer sans plus tarder. Et avec la même férocité, la même cruauté, la même atrocité dont on s'était servi à Lachine. Ce qui donnera à cette guerre d'Amérique un caractère de brutalité singulier : massacre de civils, primes versées pour toute tête d'ennemi, femmes non épargnées, la sauvagerie déchaînée.

Car c'est Frontenac qui est maintenant à la tête de la Nouvelle-France. On sait assez dans quelles circonstances. Depuis quarante années au moins que l'on répétait à la cour de France, que pour mettre fin à la guerre iroquoise, le moyen le plus efficace et le plus sûr était de s'emparer de New-York, Louis XIV ouvre un peu les oreilles à ce conseil. Pour l'engager à ce travail, Callières avait réduit les exigences au minimum, à un minimum même téméraire si l'on voulait se souvenir que l'état de New-York était inséré entre les colonies américaines déjà fortes. Mais hypnotisé comme d'habitude par les événements d'Europe, le roi fera encore moins que ce qu'on lui demande. Sa tentative est velléitaire, remise de jour en jour, mal organisée, et avec des forces insuffisantes. Nous avons une velléité et non pas une détermination malgré la précision des instructions. Frontenac en est chargé. Il arrive trop tard au pays. Toute l'affaire est manquée. Mais la reprendra-t-on en 1690 ? Si d'autres instructions arrivent de bonne heure au printemps, ne devra-t-il pas rallier les forces de la colonie pour descendre par le Richelieu et l'Hudson et assiéger par terre les forts de New-York ?

Cette raison et bien d'autres expliquent la politique de Frontenac à son arrivée et qu'il poursuivra pendant environ dix mois. Il commence des négociations de paix avec les Iroquois pour les dégager de la coalition dans laquelle ils sont engagés. Il tente de renouer sa politique d'amitié. Les événements une fois passés, on sait que les colonies américaines ne s'uniraient pas dans un effort prolongé pour détruire la Nouvelle-France et s'en emparer; surtout avec l'assistance des Iroquois qu'elles avaient préparée durant les règnes de La Barre et de Denonville. Frontenac ne pouvait le deviner. Mais lui, esprit réaliste, il savait qu'à elle seule la force des colonies américaines dépassait celle de la Nouvelle-France, de beaucoup; et que si venait s'y ajouter la force de l'Iroquoisie, autrement redoutable, il avait en main une cause perdue d'avance : à moins que Louis XIV triomphant en

Europe, ne veuille envoyer des régiments. En un mot, la coalition anglo-iroquoise était tellement redoutable en principe, qu'il fallait songer à en détacher les Iroquois, si dangereux dans la guerre en forêt. Tout le long de sa seconde administration, il devait tenir compte de cette possibilité d'une alliance anglo-iroquoise bien menée qui pouvait assez facilement détruire la Nouvelle-France et s'en emparer ensuite. N'étant pas voyant, il ne pouvait savoir d'avance qu'après un effort initial infructueux, les colonies américaines se refuseraient à entreprendre l'expédition qui leur aurait donné le Canada et ne sauraient pas s'unir. D'autre part aussi, dans ces premiers mois et même plus tard, il crut que cette guerre devait se livrer entre Français et Anglais, et non pas entre Iroquois et Français.

D'où les tentatives de Frontenac, dès son arrivée et plus tard, pour briser l'alliance anglo-iroquoise et ramener à lui les Iroquois. Son premier geste fut de renouer la politique d'amitié. Il ne manquait pas d'atouts dans son jeu. Il avait ramené sur son navire quelques Iroquois envoyés aux galères; parmi eux quelques chefs. L'un d'eux était Ouréouaré, de la tribu des Goyogouins, dont l'emprisonnement à Catarakouy avait particulièrement irrité toute la Confédération. Avec son habileté coutumière, des marques d'estime et de considération, Frontenac sut se l'attacher étroitement pendant le voyage. Il s'en fit un ami de toujours. C'est surtout par lui et en collaboration avec lui, que Frontenac voudra reprendre les anciennes relations amicales, celles du dialogue et des contacts personnels, avec l'Iroquoisie. Il posera nettement devant la nation le problème d'abandonner Albany et New-York. Elle jouait un rôle de dupe, l'avenir le prouverait, il fallait tenter de le lui démontrer.

C'est une longue histoire que celle de ces négociations auxquelles les Iroquois mirent brutalement fin au bout de dix mois environ. Sans doute, un racommodement immédiat était impossible. Dans la première effervescence de la guerre, avec l'espérance d'une victoire de demain contre la Nouvelle-France, les Iroquois n'écouteront pas la voix de leur "père". Mais la tentative valait la peine d'être faite malgré les ennuis qu'elle valut au gouverneur. Que de massacres auraient été évités aux colons français, combien l'avenir aurait été éclairci si Frontenac avait réussi ! Et la descente sur New-York serait devenu possible. Du moins, les Iroquois sûrent dès le début que s'ils le vou-

laient, ils pouvaient se retirer de la coalition, que la paix était à leur portée, que cette guerre n'était pas leur guerre; toutes choses dont ils se souviendront quand le sort des armes tournera contre eux, et dans un avenir rapproché. Ils sauront le dire tout de suite aux Anglais. Et, assez curieusement, cet essai donnera quelque regain de vie au parti pro-français de la démocratie iroquoise. On n'a pas suffisamment signalé que pendant les premiers mois de la guerre, un père Millet, par exemple, capturé par les Onneyouts près du fort Catarakouy, quelques jours avant le massacre de Lachine, avait eu la vie sauve. Sous la protection de Suzanne, une convertie, de quelques catholiques, il reprit son ministère, et presque tout de suite, sa propagande française. Dans cette tribu où il avait été autrefois missionnaire, il jouera un rôle de plus en plus important. Il profitait des événements, comme celui de l'échec de Phipps devant Québec, pour montrer à ses maîtres que l'alliance avec l'Angleterre comportait des dangers pour la Confédération. C'est lui qui continuera la politique de la porte ouverte de Frontenac. Un autre prisonnier, Joncaire, travaillera chez les Tsonnontouans. Il ne sera pas plus mis à mort que le père Millet dont le rôle étonnant se manifestera plus tard. En plus, on trouve dans cette reprise des négociations le germe de la grande paix qui se fera sous Callières.

Cette initiative de Frontenac, si mal comprise, mais si importante, entraîne-t-elle de sa part une mollesse dans la conduite de la guerre ? Quelle était sa valeur militaire que l'on conteste aujourd'hui ? Car on tente d'attribuer à ses seconds, Callières, par exemple, Vaudreuil, tout le mérite des victoires qui vont se succéder. Et sans doute ces derniers méritaient sa confiance et ils méritent des éloges, même en abondance.

Mais enfin, durant cette période, il fut le général en chef, l'homme responsable en dernier ressort, celui qui donnait le ton aux batailles. Qui ne remarquera que tout change d'allure quand Frontenac met la main sur le gouvernail ? Dans ses premières dépêches, c'est le lion qui rugit contre la prudence excessive et les mesures mal prises de Denonville. Il saisit tout de suite, ce que n'apprendront pas bien des chefs, que la guerre qui se livrera est une guerre américaine, adaptée au pays. Pas de bataille rangée, aux manoeuvres savantes, comme dans les plaines nues d'Europe. Ici, il faut combattre en forêt avec des partis mobiles et tirailler avec adresse.

En second lieu, il saura utiliser les forces inaperçues qui se sont lentement développées en Nouvelle-France depuis 1665. La milice qui connaît le pays à fond; tous les jeunes Canadiens qui sont familiers avec la forêt, les cours d'eau, le climat; les troupes les mieux acclimatées; les Iroquois catholiques établis à l'ombre de Ville-Marie et qui seront comme les jeunes Canadiens de magnifiques guerriers; enfin les autres Indiens amis. Ces forces, il saura les fusionner, en tirer parti, les organiser, en faire des avant-gardes, des tirailleurs, des éclaireurs, de vrais combattants. C'est avec ces forces qu'en trois ans, il mettra l'Iroquoisie hors de combat sans recevoir de France aucune recrue, et qu'il rendra le sol de la Nouvelle-France presque impénétrable à l'ennemi. Tout en repoussant une grande attaque combinée. Qu'a-t-il fait au fond? Leur donner l'élan, l'esprit d'offensive, cet allant qui donne la victoire. Avec lui, les hommes ne sont pas confinés dans les forts, mais lancés à l'attaque, au dehors. On le vit bien dès le premier hiver. Et tout le temps des éclaireurs s'en allant à l'aventure jusqu'aux portes mêmes d'Albany pour déceler la présence des partis ennemis ou les localiser s'ils apparaissent.

Sans doute, il ne maîtrise pas dès le début les raids qui pénètrent rapidement jusqu'aux points de colonisation, surtout entre le Richelieu et Montréal. C'est là que nous trouvons les habitations dévastées, les constructions abandonnées, détruites, la population et le cheptel réfugiés dans des lieux palissadés. Une expédition anglo-iroquoise pénétrera jusqu'aux portes de l'île de Montréal. Quelques engagements coûteront cher aux forces françaises. Mais bientôt, les mailles du réseau de la défense sont si serrées, que tout groupe d'ennemis qui les brise est repéré, poursuivi et presque toujours décimé, annihilé. L'action la plus significative dans ce genre est peut-être celle où La Durantaye commandait. Et, dans l'attaque pure et simple, l'expédition de Manteh qui, en plein hiver, surprend la tribu des Agniers dans ses bourgades et la capture presque tout entière. Elle détruira le moral de l'Iroquoisie qui se rendra soudain compte de son infériorité dans le combat et des pertes énormes qu'elle subit à la longue. On n'a pas encore raconté par le menu toutes ces actions où s'illustrent tant de Canadiens, comme les Le Moyne et le jeune Le Ber, le frère de la recluse. Nous avons des hostilités menées tambour battant.

Assez curieusement, nous avons chez les ennemis, par contraste, le manque de direction ferme, juste, que nous découvrons en Nouvelle-

France. Bien menée, la coalition anglo-iroquoise submergeait la Nouvelle-France. Mais ici nous avons les mesures mal prises, les mouvements mal concertés, une coopération floue, des chefs qui ne sont pas à la hauteur des circonstances.

Ainsi Frontenac laissera sa marque indélébile sur la défense de Québec. Elle ne fut peut-être pas aussi éclatante qu'on l'a dit, mais elle fut impeccable. Sans doute meilleure que ne le fut celle de Montcalm plus tard. Pas de témérité, mais une prudence et une sûreté de mouvements qui conduisirent à la victoire.

Sans doute, le gouverneur eut l'avantage d'avoir sous ses ordres Callières, Vaudreuil, par exemple, c'est-à-dire des seconds de grande envergure. Mais il fut l'ordonnateur suprême. Il ne pouvait sans doute habiter tout le temps la région de Montréal qui était la plus menacée. Il ne pouvait ainsi tout le temps diriger toutes les opérations, les penser dans tous les détails. Mais comme chef, il sut leur donner sa confiance, leur ouvrir la carrière, les emporter avec lui dans ses réactions vives et nettes. Il n'est pas décontenancé, ni dépassé par les événements. Nous n'avons pas de procès-verbaux des délibérations de ces hommes de valeur; mais tout indique qu'elles furent assez harmonieuses, somme toute, et que Frontenac prenait la responsabilité de la décision.

Cet esprit bien adopté aux circonstances, Frontenac le prouva dans l'affaire fondamentale des peuplades alliées. Nulle n'a fait couler plus d'encre. Nulle n'a valu à Frontenac, surtout de la part de l'intendant, autant de critiques malveillantes, inintelligentes. Aucune que l'on ait moins comprise.

Pourtant, dès le début, Frontenac a saisi l'importance fondamentale et stratégique de ces tribus de l'ouest dans la guerre en cours. Au fond, il s'agissait de les maintenir dans la fidélité à la France pour harceler l'Iroquoisie de l'ouest et l'empêcher d'envoyer des partis en Nouvelle-France; d'empêcher l'encerclement de cette même colonie par la Nouvelle-Angleterre, la Confédération iroquoise, les anciens alliés de la France, et au nord par les postes de la baie d'Hudson. C'est le dessein que les Anglo-Iroquois tentèrent continuellement d'exécuter pendant toutes ces années de guerre, d'une façon ou de l'autre, par des négociations insidieuses, répétées, habiles. De nos Indiens amis, ils voulaient se faire des alliés qui auraient attaqué par l'ouest.

Aujourd'hui, on croit, et trop facilement, qu'il s'agissait là d'une cause perdue d'avance et que les Hurons et les Outaouais, entre autres, que l'on voit à Québec au début de notre histoire, avaient envers nous une fidélité à toute épreuve. En fait, pour qui examine toute cette histoire embroussaillée, il n'en était rien. Le coeur de l'insatisfaction qui rongait les tribus du lac Supérieur, du Wisconsin, du sud-ouest du lac Michigan, était probablement l'infériorité des prix français donnés pour les pelleteries et que Frontenac, entre autres, avait signalée à maintes reprises durant son administration. Pour les mêmes peaux de castor, on obtenait deux, trois fois plus de marchandises à Albany. Ces gens l'avaient appris vers 1671. Et pour les garder, les Français devaient insister sans fin sur la vieille inimitié qui existait entre eux et les Iroquois, sur la trahison et la perfidie de ces derniers, sur leur rancune, leur esprit sanguinaire; et ensuite sur la vieille amitié de la France qui les protégeait. A la fin, quand même, ils se sentaient dupes.

En second lieu, ils furent continuellement tourmentés par la crainte de voir la Nouvelle-France signer la paix avec l'Iroquoisie sans les inclure dans le traité, en les abandonnant aux fureurs de la Confédération. C'était avec eux une hantise. Toute négociation entre Français et Iroquois les jetait dans les alarmes. Ils se voyaient laissés à leurs seules forces après avoir provoqué cet ennemi redoutable et lui avoir même déclaré la guerre, comme ils le firent sous La Barre, Denonville et Frontenac. Alors, ils prenaient leurs précautions, et tentaient de négocier eux-mêmes leurs traités.

On peut citer des motifs secondaires. Plus d'une fois, les tribus alliées crurent que la coalition anglo-iroquoise était la plus forte et triompherait. Que la Nouvelle-France ne pouvait les protéger efficacement. Parfois, on entreprenait des négociations avec l'Iroquoisie parce que des chefs avaient reçu de riches présents, que l'on voulait obtenir le retour de prisonniers; que l'on tombait dans quelque piège bien tendu, bien graissé, des Tsonnontouans en particulier.

Il en résultait qu'à plus d'une reprise, des chefs, et parmi les plus grands, se montrèrent prêts à abandonner l'allégeance française. Ils négociaient la défection, bien arrosée d'eau de vie d'ailleurs, et, par la propagande, tentaient d'obtenir l'assentiment de cette poussière de tribus indiennes.

Cette situation d'une gravité extrême se développa en particulier sous La Barre et Denonville. Ils avaient tenté de maîtriser les Iroquois, n'avaient pas réussi. Ils abandonnaient les peuplades alliées après les avoir compromises. Puis des délégués de l'ouest séjournèrent en Nouvelle-France lorsque vint le massacre de Lachine, que commencèrent les premières attaques victorieuses contre les défrichements, que la réaction du gouverneur se montrait si molle et si inefficace. Ils retournèrent en leur pays avec la conviction que la cause française était perdue, et qu'il leur fallait tirer leur épingle du jeu. Plus tard, au printemps, vint la nouvelle que Frontenac lui-même, qui venait d'arriver, négociait, lui aussi, avec les Iroquois au lieu de leur faire la guerre, et qu'ils paieraient le prix de la paix.

C'est à l'automne 1689 que des messagers partirent de l'île Michillimakinac pour se rendre à Québec et mettre le gouverneur au courant de la situation désespérée qui régnait là-bas. Tout dépendait de lui. Saurait-il comprendre la gravité des événements qui se passaient et prendre les mesures appropriées ? Leur accorderait-il en son esprit l'importance qu'il fallait ?

C'est faute de saisir ce point capital que l'on se mettra à critiquer tous les actes du gouverneur. Car lui, tel qu'on le connaît, il va prendre les moyens sûrs, quels qu'ils soient. En ces mois qui suivent le massacre de Lachine, la Nouvelle-France a assez d'ennemis sur les bras et est tellement pressée de toutes parts sans qu'il faille ajouter ces Indiens à la liste de ceux qui la combattent. Dans les budgets modernes des Etats, les dépenses qu'il va faire entreraient facilement dans les déboursés secrets, de même que les rémunérations illégales des hommes qu'il va employer. Evidemment, un esprit bouché comme celui de Champigny, ne pénètre pas les grands motifs du gouverneur, ni l'urgence de la question; il cherche la petite bête et ses dénonciations répétées aboutiront dans quelques années à un quasi désastre. Le fait n'est pas nouveau : chaque fois que l'on n'a pas compris la politique réaliste du gouverneur, on l'a accusé d'un trafic illégitime de pelleteries. Pourquoi ne pas abandonner cette étroitesse d'esprit étouffante et tâcher de voir l'histoire telle qu'elle est ? Sans doute, elle présente un aspect commercial. A l'île Michillimakinac et à la baie Verte, s'entassaient maintenant chaque année des quantités considérables de fourrures. Il importe non-seulement aux trafiquants de Montréal, mais

encore plus aux tribus de l'ouest, qu'elles descendent l'Outaouais malgré la stratégie iroquoise qui vise à s'en emparer. Autrement, plus de courant de munitions et d'armes, plus de marchandises de traite. Il existe là maintenant et depuis quelques années, un centre dont voudrait s'emparer la coalition anglo-iroquoise et qui peut lui tomber dans les mains comme un fruit mûr si les communications sont coupées.

En un mot, cette affaire a de vastes dimensions. La façon dont on la règlera peut avoir des répercussions profondes sur l'issue finale de la guerre.

Frontenac choisit d'abord Louvigny comme exécutant de sa politique, au lieu de La Durantaye qui est sur les lieux. Pourquoi ? On cherche une signification sinistre à cette nomination, car ce dernier ne manquait pas de qualités et le gouverneur lui donnera lui-même l'occasion de le prouver plus tard. Evidemment Louvigny possède sa confiance et il s'agit d'une mission bien spéciale. Il peut lui donner les instructions que l'on ne met pas toujours par écrit. Cet officier a de la valeur et de la prudence.

Frontenac donne à Louvigny comme adjoint le grand coureur des bois qui connaît le mieux l'Ouest, Nicolas Perrot. Celui-ci circule depuis longtemps parmi ces tribus, il connaît leurs intrigues, il exerce une profonde influence sur elles. A leur expédition, Frontenac donnera cent cinquante hommes et plus. On s'étonne. L'enjeu, franchement, n'en valait-il pas la peine ? Bien plus, pour être sûr que ce parti passera à travers tous les obstacles iroquois, le gouverneur lui fournira une escorte pendant la première partie du trajet. Car on pressent, et justement, que l'ennemi est en embuscade sur la route.

Ce contingent part de bonne heure et il se heurte en effet à une embuscade qui lui coûte huit hommes. Mais pendant que les Iroquois célèbrent cette petite victoire, Louvigny prépare l'attaque par la forêt qui libérera le passage, abattra une trentaine de guerriers et ramènera quatre prisonniers.

L'île Michillimakinac en vue, c'est la mise en scène qui rappelle si bien le gouverneur que l'on pense que c'est lui qui l'a inspirée. Nicolas Perrot part en avant et l'exécute. Soudain, le ramassis de tribus qui se rassemble là un peu tout le temps voit surgir les nombreuses embarcations qui portent les troupes canadiennes. Sur la première,

un prisonnier iroquois capturé à la chute des Chats. Une décharge générale des mousquets réveille les échos partout. Cent coureurs des bois attendent sur le rivage et se joignent aux soldats qui débarquent; et juste en face du village des Outaouais qui sont prêts à trahir la France. Huit jours plus tard, leurs délégués devaient partir pour négocier et signer leur défection qui les aurait séparés de la France.

Il ne faut pas se tromper sur la signification de cette arrivée. C'est la main de Frontenac qui s'abat avec force non seulement sur l'île Michillimakinac, le centre névralgique de tout l'Ouest, mais sur les régions et peuples avoisinants. Qu'on vienne les lui enlever maintenant, que l'on s'essaie à la trahison. Il les tient solidement, et il ne les lâchera pas. Sans doute, l'occupation ne sera pas facile, les intrigues se succéderont au moindre prétexte, il faudrait tout un livre pour en raconter l'histoire. Car à Albany et à Onnontaté, on savait mieux l'importance de cette affaire que nos historiens d'aujourd'hui; et par ruse et adresse, on tentera sans cesse de faire lâcher prise au vieux gouverneur et de le jouer. Mais on n'y réussira pas. Car il était prêt à tout : se servir de l'eau de vie au besoin comme l'ennemi s'en servait, et l'intendant timoré signalera les embarcations chargées de cognac qui prendront la route de l'Ouest; et le fait que les militaires dont la solde n'était pas suffisante, faisaient le commerce des fourrures, sur une grande échelle; et les présents aux chefs pour les garder dans l'allégeance française. Mais sans pour cela permettre à cette question d'influer sur sa politique générale; il continuera ses négociations de paix avec l'Iroquoisie, il en entamera de nouvelles en 1693; était-il si sot que de penser que ces pourparlers plairaient aux peuplades alliées et ne seraient pas l'occasion de nouvelles intrigues ? Cela n'est pas du tout probable. Il répétera à maintes reprises, et dans les circonstances les plus solennelles que toute paix comprendrait ces peuplades, les protégerait. Mais de toute façon, il tenait l'Ouest dans sa poigne et il savait l'importance de le faire.

D'autre part, il se servit de bien des moyens licites. Missionnaires, coureurs des bois, dont quelques-uns étaient remarquables, envoyés spéciaux comme Courtemanche, Manteh, travaillèrent habilement sous sa direction ferme et souvent brutale et dure. On le vit bien à l'arrivée de Louvigny. Kondiaronk, Petite Racine, le Baron auront à qui parler. Il est en bonne posture, avec l'appui de la troupe, pour entamer des pourparlers. Louvigny demande une rupture des négociations avec

les Iroquois. Il livre aux Hurons du Pétun un prisonnier iroquois pour qu'ils le mettent à mort et mettent de l'irréremédiable entre eux et la Confédération. Ceux-ci se refuseraient volontiers à cette besogne, mais le chef français l'exige. Si la tribu veut abandonner la France, qu'elle abandonne l'île, sinon elle en sera expulsée. Ses familles, ses villages n'auront plus de refuge sûr, comme en peuvent avoir toutes les peuplades amies. Tout d'abord, il obtient une soumission apparente; mais la nuit suivante, les Outaouais tiennent un conseil secret et l'un de leurs chefs reçoit la mission de porter des paroles d'explication et de paix aux Iroquois. Louvigny l'apprend aussitôt et cette fois il obtient une promesse qui sera tenue.

Le déploiement de force n'est qu'un côté de la médaille. Evidemment, il faut ramener ces tribus à la fidélité de coeur. C'est leur coopération, leur collaboration dont on a besoin. Et alors s'amorce un long travail de propagande qui durera pendant toute l'administration de Frontenac. Missionnaires et coureurs des bois s'en occuperont. Mais surtout l'homme le mieux qualifié pour cette tâche, Nicolas Perrot. C'est lui qui l'entreprendra en l'année dangereuse entre toutes, 1690, alors qu'après le massacre de Lachine, presque tout l'Ouest se disposait à quitter la France. Ses randonnées dans tout le Wisconsin se sont inscrites dans l'histoire. Il dépose d'abord des cadeaux de mousquets, de poudre et de balles aux pieds des chefs, puis il parle. Le massacre de Lachine n'est que le début d'une guerre dont la France sortira triomphante. Déjà les Canadiens ont battu les Anglais à Schenectady et les Iroquois sur l'Outaouais. La route de l'Ouest ne sera pas coupée. Ses pérégrinations le conduiront d'une tribu à l'autre jusqu'au Mississipi. Il inspirera partout la confiance dans la cause française, arbitrera les différends entre les tribus, prêchera la guerre contre l'Iroquoisie, voudra les unir pour le combat actuel. Il détruira en particulier toute l'argumentation de Petite Racine qui avait presque jeté dans l'alliance iroquoise les Mascoutins, Outagamis, Illinois, Miamis, Poutéouatamis, Puants, Sakis, Outaouais, Hurons. Sans doute, il n'obtient pas un succès total car les Outaouais ont la tête dure; ils intriguèrent sur les traces de Perrot. Mais en somme la défection cesse. Il faut se rendre compte aussi que la guerre avait commencé avec des résultats néfastes pour la Nouvelle-France; l'impétuosité de Denonville, le massacre de Lachine, l'inaction qui le suivit, quelques massacres de colons à la fin de l'année 1689. La force des colonies américaines et

de l'Iroquoisie imposait à ces peuplades une politique de prudence en attendant que l'avenir se dessine mieux. Tout le temps jouaient aussi les mêmes causes profondes d'insatisfaction, surtout l'infériorité des prix français pour les pelleteries. C'est pourquoi ni Nicolas Perrot, ni Louvigny, ni Lamothe-Cadillac, ni Du Lhut, ni Courtemanche, ni La Durantaye, avant eux, ne peuvent régler une fois pour toutes la question de l'allégeance de l'Ouest. Ce sera un travail à recommencer sans fin. Mais avec la possession maintenant assurée de la grande factorerie de l'Ouest et les Français dispersés un peu partout dans la région, Frontenac pouvait être rassuré de ce côté.

D'autre part, le succès immédiat est rassurant. La flottille des fourrures descend à la mi-août 1690 : 110 canots montés par cinq cents Hurons, Nipissings et Outaouais. Ces alliés demeurent un certain temps dans la Nouvelle-France, la réconfortant par leur présence. Des conseils dramatiques ont lieu. Ils portent justement sur la politique de paix de Frontenac envers les Iroquois. Frontenac avait-il grande confiance dans les négociations engagées ? Cela ne paraît pas très sûr, car depuis le printemps Nicolat Perrot, son mandataire, prêche dans l'Ouest la guerre contre l'Iroquoisie. Quoiqu'il en soit, il sait maintenant que ses tentatives ont échoué. Dix mois se sont écoulés et ses délégués officiels ont été ou brûlés ou capturés. Aussi, il peut donner une réponse nette et claironnante aux orateurs des peuplades alliées.

A ceux qui sont venus pour l'entendre, Frontenac offre l'alliance défensive et surtout offensive. Il brandit lui-même la hache de guerre qui passe ensuite de main en main; des Français aux Iroquois catholiques; des Hurons aux Outaouais; des Nipissings aux Montagnais, etc. Tous mèneront le même combat jusqu'à ce que l'Iroquoisie implore la paix, fasse sa soumission. Et dans tout traité, la protection des Indiens alliés sera assurée, sauvegardée.

On a tourné en dérision cette scène pendant laquelle les Canadiens, le gouverneur en tête, se conformaient aux coutumes indigènes. Plût au ciel que l'on ait mieux compris la cérémonie et la politique de Frontenac. Sans doute, en tentant de dégager les Iroquois de la coalition, il avait donné un prétexte à des tribus de négocier elles-mêmes leurs traités; mais à la fin seulement, au printemps 1690; leur fidélité flottante antérieure, leur quasi défection de l'automne 1689,

ou de la période précédente, dépendaient étroitement de la politique de La Barre, de celle de Denonville, surtout du massacre de Lachine et des mesures peu appropriées qui l'avaient suivi; de causes plus générales aussi, comme l'infériorité des prix français. Le fond de la situation était malsain et c'est en France qu'on aurait pu le corriger.

Une histoire détaillée de la seconde administration de Frontenac montrera tout d'abord que l'alliance affermie ne fut pas infructueuse. Elle rongera les forces de la tribu des Tsonnontouans, en particulier, et des Goyogouins. Tonty, par exemple, enverra un rapport du sud-Ouest indiquant le massacre par les Miamis seuls d'au-delà de trois cents guerriers iroquois. On signalera divers engagements ici et là. Cette guérilla empêchait la Confédération de rassembler toutes ses forces contre la Nouvelle-France. A la fin, Frontenac et ensuite Callières se serviront de ces tribus pour harasser tellement l'Iroquoisie qu'ils la forceront à adhérer au grand traité de paix qui serait si long à venir. D'ailleurs les tentatives continuelles et adroites de la coalition anglo-iroquoise pour les détacher de la France, prouve assez que cette adhésion leur faisait mal et les embarrassait profondément. Et les fourrures continuaient à descendre en Nouvelle-France pendant que les Iroquois n'avaient plus guère le loisir de chasser. Toutefois, dans les circonstances données, il ne fallait pas s'attendre à une fidélité constante et solide, immuable et sûre. Et ce n'était pas une petite affaire que de garder en ligne autant de tribus parmi lesquelles se nouaient sans fin les intrigues les plus rusées et les plus subtiles. Continuellement, le gouverneur devra s'occuper de cette question, et il connaîtra des heures d'anxiété. Mais il tint solidement dans sa main l'île de Michillimackinac et il envoya toujours dans l'ouest des hommes de premier ordre, du point de vue militaire et diplomatique, pour le garder. Tous n'étaient pas des enfants de Marie, comme on dit, pas plus que Frontenac d'ailleurs; et l'on comprend assez que Champigny, le timoré, ait souvent été scandalisé. La guerre a de ces exigences.

En Nouvelle-France, comme chef suprême, Frontenac, avec les seules forces dont disposait Denonville, mit la coalition anglo-iroquoise hors de combat en moins de trois ans. C'est une histoire palpitante, aux événements pressés. Peut-être que la Providence s'en mêla un peu, surtout en désorganisant l'attaque anglo-iroquoise qui devait venir par le lac Champlain et le Richelieu. Mais les mesures appropriées, bien pri-

ses, dans les situations les plus décourageantes, — surtout lorsque l'on manqua presque totalement de munitions, — de quel côté de la frontière les trouve-t-on ? En Nouvelle-France. De cette Nouvelle-France vulnérable à crier au début, on fit un pays, et peu à peu, où l'ennemi ne pouvait plus guère s'aventurer sans perdre la vie. Ce n'est pas instantanément que l'on créa cette force d'attaque et de défense; il fallut subir d'abord bien des pertes en attendant que l'arme soit bien ajustée. On pleura sur bien des morts; on fut victime de bien des surprises. On déplora que le régime seigneurial ait créé partout des défrichés dispersés, et que Louis XIV ait abandonné en 1672 tout effort pour créer une colonie assez forte pour décourager l'attaque iroquoise. Mais peu à peu s'affirma en toute rencontre la supériorité des partis canadiens.

Alors, en 1693, se développe une curieuse situation. Les colonies américaines abandonnent toute tentative pour subjuguier la Nouvelle-France. L'Etat de New-York ne réussit pas dans ses efforts pour les unir dans un front commun d'attaque. Ce fait, les Français du Canada le savent très peu. Tout au plus, peuvent-ils le déduire des événements militaires, et encore. Mais il reste là une puissance dormante dangereuse et qui peut se réveiller en aucun temps, surtout si la guerre descend vers le sud, à sa portée. Les Iroquois la connaissent bien, eux qui sont alliés à bon nombre de ces colonies par des traités. Ils s'aperçoivent que tout le poids du combat porte sur eux et ils tentent de la réveiller, elle qui serait facilement victorieuse. Les délibérations d'Albany le prouvent assez. On trouve les reproches que les alliés s'adressent. De leur part, les Iroquois semblent incapables de parvenir à une mobilisation à peu près générale de leurs guerriers pour une attaque en commun sur une large échelle. Le rassemblement de neuf cents guerriers pour le massacre de Lachine ne se renouvelle pas. Les mouvements concertés ne s'accomplissent pas. On dirait que la Confédération penche invisiblement vers les petits partis de guerre que l'on détruira bientôt au Canada. C'est peut-être la menace des peuplades alliées dans l'ouest qui met obstacle aux grandes attaques. D'un autre côté, après le siège de Québec, et surtout le petit raid anglo-iroquois qui se rendra jusqu'à Laprairie, les Anglais abandonnent pour ainsi dire la lutte canadienne à leurs alliés. Ceux-ci leur représenteront, plus d'une fois, leur inaction, la lutte victorieuse qu'ils pourraient poursuivre ensemble. Ils n'obtiendront aucun résultat sérieux. Sinon des présents,

des cadeaux en munitions, de bonnes paroles. Jusqu'au Comité des plantations, en Angleterre, on s'occupera de les satisfaire sous ce rapport.

C'est le raid brillant de Menteh, au début de l'année 1693, qui ouvre une ère nouvelle et clôt la période de la guerre acharnée qui a suivi le massacre de Lachine. Ce brillant aventurier a surpris au gîte, dans ses bourgades, presque toute la tribu des Agniers et l'a faite prisonnière. Ce coup de maître a démoralisé toute l'Iroquoisie bien que l'expédition se soit assez mal terminée. Les autres tribus appréhendent des surprises du même genre. La Confédération prend conscience de ses pertes continuelles, de la diminution de ses effectifs de guerre, de l'inaction des Anglais, du danger énorme dans lequel elle s'enfonce.

Nous assistons à quoi durant l'année 1693 ? A la défection réelle de l'Iroquoisie qui tente d'abandonner la coalition anglo-iroquoise; aux premières négociations de paix qui conduiront à la paix générale de 1702; et aux tentatives répétées d'Albany pour empêcher cette scission, pour ranimer l'ardeur iroquoise, pour retenir l'alliée défaillante. Mais à partir de ce moment, la guerre pourra jeter encore quelques étincelles, elle ne redeviendra jamais l'ancien brasier ardent qui menaçait de tout brûler.

Alors, la question s'est posée dans le temps même, et des historiens la posent encore aujourd'hui : Frontenac fut-il une dupe en interprétant les événements de la manière énoncée plus haut, et en acceptant de négocier, ou s'il était réaliste et comprenait bien la question ? Parmi ceux qui prétendent qu'il s'est laissé jouer, manoeuvrer par l'ennemi, on trouve des hommes non moins éminents que Callières, et quelques historiens remarquables d'aujourd'hui. Or, s'il est une question qui n'est plus discutable et qui est bien réglée, c'est celle-là. Et depuis longtemps. On a publié les fameux documents d'Albany qui indiquent à quel point Frontenac était réaliste, jusqu'à quel point il fut tout le temps exactement informé de la situation, et que s'il accepta les négociations, ce fut à bon escient. Pourtant, dans cette affaire, il perdit toute la faveur du roi et celle des ministres qui acceptèrent la version opposée et non pas la sienne.

Comment se fait-il qu'il ait eu raison contre autant de personnes ? Était-il clairvoyant ? Non. Il pouvait abandonner à ses seconds bien

des détails militaires, mais non pas la question importante de la paix à chercher et à conclure. Alors, c'est entre ses mains que se concentrèrent les renseignements précis. Il ne parcourut pas les procès-verbaux des nombreux conseils d'Albany entre Anglais et Iroquois; il ne lut pas, bien sur, les passages de plusieurs correspondances qui ont trait à ce problème : ni les rapports des délégués anglais courant sur la piste de l'Iroquoisie pour assister aux grandes assemblées d'Onnontaté, ne vinrent devant lui. Sa connaissance des faits ne peut être donc aussi nette que la nôtre. Toutefois, il avait d'excellents informateurs et il était au courant.

Tout ce glissement de l'Iroquoisie en dehors de la coalition anglo-iroquoise a pour origine lointaine la première offre de paix de Frontenac en 1689. Elle lui vaudra quelques mécomptes, auxquels il fallait un peu s'attendre et que l'on signale. Mais la porte reste ouverte : et c'est là qu'est le germe qui croîtra. Il ne produira pas de bourgeons tout de suite. Mais viennent les défaites et l'affaiblissement graduel et sur de la Confédération. Et alors se tramera la défection autour d'un prisonnier français, le père Millet. Ce Jésuite a été missionnaire chez les Onneyouts. Il a dû abandonner son travail d'apostolat quand la Nouvelle-France a abandonné sa politique d'amitié sous La Barre et Denonville. Capturé non loin du fort Catarakouy par le gros parti de guerriers qui descend le fleuve pour le massacre de Lachine, il revient, mais prisonnier, dans la tribu qu'il avait voulu convertir. Il a écrit l'histoire de sa captivité. Protégé par les catholiques, et en particulier, par l'intelligence, l'influence, de la chrétienne Suzanne, il commence à vivre dans une liberté de plus en plus large, avec des privilèges de plus en plus substantiels. Son rôle s'élargira d'année en année.

Pendant un peu plus de trois ans, il maintient vivant le parti pro-français. Il mine à sa façon l'influence anglaise qu'il a trouvée prédominante. Et quand la Confédération sera lasse de ses défaites, de l'inertie anglaise, elle saura à qui s'adresser pour répondre enfin aux ouvertures de Frontenac. Les négociations vont, en effet, s'organiser autour d'un Onneyout, du nom de Tareha, qui est l'hôte du père Millet. Son nom reviendra continuellement durant les mois suivants. Il visitera la Nouvelle-France à plusieurs reprises. Lorsqu'il arrive en qualité de délégué de son pays, il porte une ou des lettres du missionnaire qui l'accréditent et expliquent la situation au gouverneur. Il sera ques-

tion souvent de documents de ce genre, surtout des réponses qui lui parviennent du Canada. Les Anglais de New-York tenteront de se faire livrer ces documents. Ils voudront se faire livrer aussi la personne du Jésuite, ils lui tendront un piège pour s'emparer de lui, ils déploreront son influence auprès de ses géôliers et de toute la nation; ils s'adresseront même à cette dernière pour passer outre à la volonté des Onneyouts récalcitrants. Ils offriront des sommes d'argent et autres avantages. Mais sans succès. Evénements qui prouvent sans conteste que le père Millet a joué un rôle de premier plan, comme le démontreront encore plus toutes les délibérations d'Albany et d'Onnontaé dans cette affaire de paix. Assez vite aussi, les Iroquois catholiques de Montréal et ceux d'Iroquoisie semblent jouer un rôle commun, celui d'intermédiaire entre les deux nations; et sous leur influence, comme sous celle de Joncaire, prisonnier chez les Tsonnon-touans, mais actif et habile comme le missionnaire, se ranimera le parti pro-français, ou le parti favorable à une entente avec la Nouvelle-France.

Aussi, lorsque Tareha se présente à Frontenac au mois de juin 1693, et qu'il engage les premiers pourparlers, il donne au gouverneur des renseignements de première main, des informations que les historiens peuvent vérifier d'ailleurs dans des documents anglais de la même période. Dans une lettre du 13 juin, par exemple, Fletcher, gouverneur de New-York, signale que la situation devient dangereuse pour les intérêts anglais en Iroquoisie. Il parle de ces alliés "qui semblent chanceler et sont inclinés à faire la paix avec les Français du Canada par suite d'un manque dans les approvisionnements et les présents habituels que cette pauvre province ne peut fournir plus longtemps, et si on les induisait à faire une paix séparée, la ruine de tout le pays s'ensuivrait inévitablement . . . ». L'inquiétude le ronge, « Car si nous perdons nos Indiens qui sont notre principale défense contre les Français et celle qui nous coûte le moins cher », les affaires seraient bientôt dans un état critique. Il parle plus loin des « Indiens chance-lants des Cinq Nations ». Il appréhende même, et cette appréhension jouera un rôle vital dans la réaction anglaise, que les Iroquois ne s'allient aux Français pour faire la guerre aux colonies américaines. Fletcher est ainsi bien informé, lui aussi, mais il n'a pas encore appris le départ de Tareha qui est chargé de sonder les dispositions de Frontenac.

Bientôt conduit à Québec, cet envoyé libère un prisonnier qu'il a emmené avec lui, qui porte le nom de Saint-Amour, et qui a été capturé à la Pointe-aux-Trembles. En échange, il demande un Onneyout de sa parenté qui est dans la géôle du Château Saint-Louis. On dit même qu'à ce moment il remet des lettres du père Millet qui le recommandent aux autorités françaises. Il présente ses colliers symboliques. En effet, la nation est prudente et ne s'engage pas à fond dès le premier contact. Tareha dit que ce sont les Onneyouts, les trois clans de la tribu, qui sont en faveur de la paix. Mais les autres tribus sont au courant de son voyage en Nouvelle-France. Elles n'osent envoyer une ambassade officielle à un père irrité, crainte de représailles.

Les récits s'accordent à dire que la réception fut assez froide. Le gouverneur n'offre qu'un présent en retour. Il conserve, dit-il, un reste de tendresse pour ses enfants. Ce sentiment le porte à leur accorder un peu de temps pour retrouver leur esprit, retourner à leur devoir, vomir le poison qu'ils ont absorbé. Mais dès ce moment, il fixe les conditions d'une négociation officielle : les Onnontagués, en particulier, les Goyogouins, les Tsonnontouans doivent se joindre aux Onneyouts; que chacune de ces tribus lui envoie deux délégués qui seront des chefs influents, et, en plus Teganissorens, le grand sachem onnontagué, qui a été son ami autrefois. La Nouvelle-France les écouterait avec bienveillance et Frontenac avec plus d'attention que les autres. Sinon, la guerre se poursuivra à outrance.

Le père Millet, le pivot de toute cette affaire, s'illusionnait-il sur la défection de l'Iroquoisie ? On a vu les paroles de Fletcher. Et quelques jours plus tard, soit le 15 juin, un grand conseil anglo-iroquois se tient devant lui à Albany. Il donne en cadeau vingt-quatre chaudières de cuivre. La guerre, dit-il, ne réservera pas d'autres malheurs aux Iroquois s'ils savent se tenir sur le qui-vive et éviter les surprises; en effet, le raid de Manteh vient d'être fatal aux Agniers et malgré les secours et l'assistance des Anglais, a durement frappé la tribu. Fletcher déclare ensuite qu'il a reçu des renseignements à l'effet que les Iroquois « hésitaient et étaient inclinés à faire la paix avec l'ennemi commun ». Il veut savoir la vérité. Ces pensées ne peuvent être nées en Iroquoisie qu'à l'instigation d'une seule personne : le père Millet, le Jésuite. Le pays supporte depuis trop longtemps la présence de cet homme. On lui a accordé la vie sauve et il ne pense qu'à trahir ses

hôtes. Le gouverneur renouvelle ensuite l'ancien traité d'alliance. D'après Colden, ce serait la première fois depuis le début des hostilités que les Anglais donnent à leurs alliés des présents d'une valeur exceptionnelle : chaudières, mousquets, poudre et munitions.

En retour, les chefs iroquois sont francs : un émissaire est parti pour le Canada avec des lettres du père Millet. Celui qui parle en leur nom regrette que les Anglais ne préparent plus aucune grande expédition contre la Nouvelle-France; pourtant, eux, ils étaient prêts à faire leur part. Il est évident que tôt ou tard, les tenants du parti pro-anglais auraient renseigné Fletcher sur le départ de Tareha.

D'ailleurs, le gouverneur parle en maître. Il insiste et insistera sur la nécessité d'expulser le père Millet. Il reviendra à plusieurs reprises sur le sujet, criera que le Jésuite trahit la Confédération.

Et comme est vraie la parole de ce père qui avait écrit que les Iroquois « qui dépendent des Anglais pour la traite, n'osent ordinairement rien dire qui leur puisse déplaire »; à la fin, les Onneyouts qui sont directement impliqués promettent d'enlever à Tareha, quand il reviendra, les lettres qu'il pourra rapporter pour le missionnaire et de les apporter au gouverneur. Bien plus, ils s'engageront à le livrer plus tard aux Anglais en retour d'un jeune Indien que leur donnera le gouverneur et qui demeurera à Albany, à leur disposition, aussi longtemps que le Jésuite n'y sera pas arrivé.

Faut-il dire alors que Frontenac n'a rien à espérer des pourparlers engagés par Tareha ? Ce serait mal connaître les Iroquois. A ce moment, ni les Onneyouts, ni les autres tribus ne connaissent la réponse de Frontenac à leurs premières propositions. Non seulement, ils dépendent pour la traite des Anglais, qui leur donnent de bons prix pour leurs fourrures depuis toujours, mais eux, ils sont voisins des puissantes colonies américaines qui peuvent aussi bien les anéantir qu'elles ont anéanti les Andastes. Alors, ils adoptent une politique souple, louvoyante, subtile, adroite. Car, comme on l'a deviné, les Onneyouts ne livreront ni le père Millet, ni la correspondance que Tareha rapportera du Canada et les conditions de Frontenac viendront devant les grands conseils des tribus à Onnontaé. Ces faits indiquent assez que Fletcher ne tenait pas aussi solidement dans sa main la Confédération iroquoise que ce procès-verbal semble l'indiquer, et qu'il n'avait pas contrecarré effectivement la défection iroquoise.

Pour indiquer aussi à quel point l'offensive des peuplades alliées était un succès, on verra aussi à ce même conseil les Tsonnontouans soulever la question de négociations de paix à entamer avec elles. Surs d'embêter Frontenac, les Anglais fournissent les colliers de grains de nacre à leur offrir, le temps venu. Le projet recevra un commencement d'exécution.

Et l'affaire de la défection de l'Iroquoisie se développe. Le 28 juillet, le maire d'Albany écrira longuement à Fletcher pour le mettre au courant des derniers développements. Une attaque contre l'Iroquoisie que l'on avait appréhendée en juin, ne viendra pas. Mais Tareha est maintenant revenu avec la réponse de Frontenac. Les Onneyouts n'ont pas intercepté les lettres que cet envoyé rapportait pour le père Millet et ils n'ont pas livré ce dernier. « Le Jésuite a autant d'autorité chez les Onneyouts que n'importe quel sachem et il gouverne les autres . . . » Quel bien espérer d'eux aussi longtemps qu'ils seront sous l'emprise d'un ennemi ? Il indique « jusqu'à quel point les Cinq Nations sont fatiguées de la guerre ». Bien plus, un conseil général qui les rassemblera toutes, aura lieu à Onnontaé. Il faut en attendre les conséquences les plus désastreuses. Il se tient probablement à la demande des Français, à leur instigation, comme suite aux propositions de Frontenac. Celui-ci exigerait que les partis iroquois ne viennent plus en Nouvelle-France, respectent l'intégrité du territoire; il veut gagner du temps pour porter un rude coup aux colonies anglaises. Tareha répéterait partout que les forces françaises sont imposantes. Pour faire échec à la négociation, le maire d'Albany est d'avis qu'il faudrait persuader aux Iroquois de ne pas tenir ce conseil; il préfère attendre les instructions de Fletcher avant d'agir.

D'où l'on voit que malgré le traité d'alliance renouvelé, la défection réelle suit son cours; aucun guerrier ne prend la route du Canada et l'Iroquoisie s'en va vers l'étude de la défection officielle et contresignée.

C'est quelques jours plus tard, soit le 31 juillet, que se placera une intervention curieuse du père Millet. Belle action humaine, révélant une connaissance parfaite de la situation profonde de l'Iroquoisie, elle sera d'un autre côté un impair parce qu'elle met les Anglais au courant de faits qu'ils ignoraient, et leur permettra de prendre des mesures appropriées. Le missionnaire, comme il arrive si souvent, est devenu un Onneyout, un Iroquois de coeur et il veut le bien de ses

ouailles. Alors, il écrit une lettre à M. Delliuss, pasteur protestant, et missionnaire au pays des Agniers. Il lui avoue franchement toute l'affaire. Tareha, son hôte, son frère, a fait un voyage au Canada. Il en est revenu avec un collier de grains de nacre et une lettre de Frontenac. Celui-ci affirme que ce n'est pas sa faute si les Iroquois ne jouissent pas de la paix. La guerre ne concerne aucunement cette nation qui aurait pu rester neutre, et pourrait le redevenir encore. Lui, il peut leur résister et les harasser. Afin de leur accorder le temps de prendre une décision, il a arrêté les partis prêts à envahir l'Iroquoisie. Sur le point de quitter Québec pour livrer bataille, il s'est arrêté et n'avancera pas avant deux mois. Il attendra la délégation de chaque tribu qu'il a demandée. Les ambassadeurs ne seront molestés ni à l'aller ni au retour. Le père Millet communique ces renseignements aux autorités anglaises pour qu'elles n'interviennent pas, ne brouillent pas les pourparlers, ne rompent pas ce projet d'entente que désirent les gens de bien.

Sûrement, le père Millet est, d'un côté, un innocent. Ni son correspondant, le pasteur Delliuss, comme on le verra plus loin, ni les autorités anglaises ne veulent que les Iroquois deviennent neutres. Ils ne reculeront devant rien pour les garder sur pied de guerre. Mais ne pose-t-il pas la question sous son vrai jour : l'Iroquoisie pouvait-elle déposer les armes et abandonner la coalition, comme elle le projetait à ce moment ? C'est le problème qui se pose à l'histoire. Les distances, le climat, le milieu forestier qui la rendent si peu vulnérable aux attaques venues du Canada, ne la protègent plus contre les colonies américaines. Elle est à leur portée. Elle est liée à bon nombre d'entre elles par des traités. En autant que l'on peut en juger par des documents exclusivement anglais, elle s'est donnée à l'Angleterre lors du début de l'expédition de La Barre. Elle a toujours fait le gros de son commerce avec Albany où elle a obtenu de bons prix, et ses marchandises européennes. C'est là qu'elle les puise encore pendant ses négociations avec Frontenac. Dans la coalition, elle est l'alliée faible qui ne saurait qu'être prudente dans ses efforts pour se dégager. Et les colonies américaines ne voudront pas la laisser aller parce que c'est elle qui, pour eux, fait une guerre effective à la Nouvelle-France, peut faire du mal au Canada, et les protéger contre les attaques. Et c'est pourquoi, à partir de 1693, elle fait plutôt figure de victime que de nation perfide.

Il faut dire aussi que sans la lettre du père Millet, les Anglais d'Albany, renseignés par le parti pro-anglais, avaient appris la vérité. Ce sont les Onnontagués qui ont pris l'initiative d'un grand conseil national qui étudiera les propositions de Frontenac; non pas à Albany, mais à Onnontaé même. Ils envoient l'invitation par messagers spéciaux. Les Anglais en reçoivent une, ce qui indique encore que les Iroquois ne croyaient pas que ce problème puisse se régler sans les colonies américaines.

Par la persuasion, les Anglais tâchent d'empêcher cette réunion. Ils ne réussissent pas. Alors, ils préparent soigneusement leur intervention. Fletcher écrit le document qui sera la pièce de résistance des prochaines délibérations. C'est une lettre qui porte la date du 31 juillet. Le gouvernement de New-York se déclare surpris d'apprendre que malgré les promesses faites à Albany, malgré le traité d'alliance qui unit Anglais et Iroquois, les Onneyouts ont reçu un collier de Frontenac et que la Confédération se rassemble pour étudier la réponse à donner. Au contraire, elle n'aurait pas dû souiller ses mains en touchant à un présent pareil. Elle aurait dû le lui transmettre sans retard de même que les lettres que le père Millet a reçues. Et lui livrer enfin ce dernier qui trahit ceux qui l'hébergent. Fletcher escompte que les Iroquois refuseront les demandes de Frontenac. S'ils sont innocents de ces manigances, qu'ils lui expédient le missionnaire et ses écrits. Puis le gouverneur devient comminatoire : sans ma permission expresse, dit-il, « vous n'écoutez pas le Gouverneur du Canada ou tout autre délégué, vous n'entretenez aucune correspondance sans ma connaissance et mon consentement, si du moins vous observez le traité d'alliance ». En un mot, il parle en maître, et cet écrit porterait aujourd'hui le nom d'ultimatum à la Confédération.

Fletcher confie ce document à l'un des personnages les plus habiles d'Albany, Dirck Wessel, qui court au galop sur la route d'Iroquoise pour se rendre au conseil d'Onnontaé. Il a laissé un récit de son voyage et de sa mission. Il parle sûrement la langue iroquoise. Il part d'Albany le 5 août, arrive à Schenectady le soir; le lendemain, il atteint la première bourgade des Agniers; le 7, il dépasse la seconde bourgade, et se présente dans la troisième où les sachems sont rassemblés. Aussitôt, il leur lit la lettre de Fletcher; conciliants, ces derniers expriment l'avis que les Iroquois auraient dû rejeter les propositions de Frontenac sans tenir un conseil. Ils sont prêts à conseiller aux Onneyouts de

livrer le père Millet et ses lettres. Toutefois, vu que l'affaire est avancée, ils manifestent l'intention de se rendre à Onnontagé. Wessel s'oppose à ce geste et ils obéissent, surtout en considération de l'assistance qu'ils ont reçue des Anglais après le raid de Manteh.

Wessel les quitte le 9 août. Il rencontre les messagers des Onnontagués qui viennent convoquer officiellement les tribus au conseil. Il les oblige à tourner court et à ne pas se rendre chez les Agniers. Le 10, il arrive à la première bourgade des Onneyouts, et le 11 à la seconde, où il convoque un conseil des anciens. Le voilà dans le château-fort du père Millet, au centre de la défection. La réception n'est pas du tout cordiale. Il lit la lettre de Fletcher, demande que le Jésuite lui soit livré, annonce que les Agniers n'enverront pas de délégués. Mais ses hôtes ne sont pas accommodants. Tsonnontouans et Goyogouins ont déjà reçu leur invitation et seront présents dans la capitale. Pourquoi pas eux ? Ils biaisent ensuite : c'est le grand conseil qui décidera du sort du père Millet. Ils se proposaient même de l'emmener avec eux pour qu'il puisse parler à l'assemblée générale et exprimer ses idées. Wessel interdit aux Onneyouts de donner suite à cette décision. Il obtient gain de cause, mais il faut attendre le reste de l'histoire, car les Iroquois opposent la souplesse et la ruse à des gens arrogants.

Wessel quitte le village des Onneyouts le 12 et le 13, il entre dans la capitale. Il lui a fallu huit jours pour franchir cette distance en tenant des conseils en cours de route, ce qui indique bien la proximité dangereuse d'Albany, de l'Etat de New-York, des colonies anglaises, et comme la Confédération doit être prudente.

Wessel ne perd pas une minute. Le jour même de son entrée, il lit la lettre de Fletcher au conseil des Onnontagués; il la lira devant celui des Tsonnontouans; puis devant celui des Goyogouins. Son dessein est évidemment d'empêcher la tenue du grand conseil général de la nation, de convaincre les tribus l'une après l'autre. D'ailleurs, la lettre défend cette grande réunion sur le sujet en discussion. Et les Iroquois ne peuvent logiquement passer outre; au temps de l'expédition de La Barre, si l'on en croit les documents anglais, les seuls que nous ayons, ils ont comme donné leur pays à l'Angleterre et sont en conséquence devenus sujets anglais. Alors, ils ne peuvent plus conduire eux-mêmes leur politique extérieure, et doivent passer par le gouverneur de New-York. D'autre part, bien des gens mettent en doute cette thèse d'Albany.

Puis les Iroquois passent outre. Malgré l'arrogance et le ton de maître de Wessel, ses affaires vont assez mal. Les Onneyouts se plaignent auprès du conseil général de la défense qui leur a été faite d'emmener le père Millet avec eux. Les autres tribus ne sont pas plus satisfaites; elles voudraient entendre l'argumentation française avant de prendre une décision. Pour le moment, le major obtient gain de cause sur ce point. Et surviennent des nouvelles qui ont tout l'air d'avoir été cuisinées pour influencer les sachems : un Onnontagué vient d'être capturé au lac Ontario, deux Français et un Français déjà prisonnier ont été tués. Les Iroquois catholiques auraient scalpé un iroquois prisonnier.

Cependant, malgré les objurgations de Fletcher, le Conseil général siège les 15, 16, 17 et 18 août. Le rapport succinct du major indique que même en l'absence d'un représentant de la Nouvelle-France, la lutte fut longtemps dure, vive, incertaine, entre ce que l'on pourrait appeler le parti anglais et le parti français. La nation donne l'impression d'être divisée. Wessel se sert à maintes reprises de la lettre de Fletcher. Elle excite des débats. On dit carrément à l'agent anglais que l'Iroquoisie a perdu de nombreux guerriers au cours de cette guerre. Les estimations modernes estiment ce nombre à mille et plus que la nation ne peut remplacer facilement. Par contre, les Anglais ne prennent aucune part active aux opérations. Les Agniers sont presque détruits. On ne monte non plus aucune grande attaque contre Québec. En un mot, on se dit entre alliés de telles vérités que la cause anglaise semble plus d'une fois perdue.

C'est le grand sachem des Onnontagués qui, à la fin, ferait pencher la balance. Il a plus d'influence encore que Teganissorens, comme les Indiens alliés du Canada, le savent. Malade, il n'assiste pas aux réunions. Le 17, il se fait transporter devant ce parlement indien. Il entonne un chant de guerre. Wessel relit la lettre de Fletcher. Enfin, le 20 août, les quatre-vingts sachems présents prennent une décision. Ils observeront leur alliance avec les colonies américaines et l'Angleterre. Ils rejeteront les propositions de Frontenac. Ils n'enverront pas la grande ambassade officielle demandée. Toutefois, et c'est ici que l'on verra bien l'impasse dans laquelle les négociations vont se diriger pendant un temps, le conseil veut dépêcher un messenger à Frontenac avec le message suivant : s'il veut entamer des négociations avec l'Iroquoisie, il doit envoyer ses délégués à Albany et les discussions auront

lieu en présence des Anglais et avec leur collaboration, sous leur surveillance. Ici encore, nous n'avons que le rapport de Wessel. Cependant les événements subséquents ne le démentent pas trop. Ce qui voudrait dire que les Iroquois reconnaissent d'une certaine façon qu'ils se sont engagés à fond avec New-York, Albany et les colonies américaines pendant les expéditions de La Barre et de Denonville. Se rendent-ils compte qu'en prenant leur décision actuelle, ils mettent fin en pratique à leurs pourparlers avec Frontenac ? Sont-ils dupes de Wessel ? Craignent-ils alors la force des colonies américaines s'ils passaient carrément outre aux directives de Fletcher ? Mystère.

Wessel s'oppose à l'envoi d'un messenger à Frontenac; il demande qu'on lui livre le père Millet et ses lettres. Sur ces points, il n'obtiendra pas gain de cause. On le renverra même aux Onneyouts quand il s'agit du missionnaire; et ceux-ci ne le remettront pas, même contre la somme d'argent que Fletcher a offerte.

Il importe de mentionner un autre point : un prisonnier français, qui s'évadera d'Onnontaté un peu plus tard, signalera la construction autour de la capitale d'un fort à huit bastions, et d'une double palissade qui doit servir de retraite aux cinq tribus dans l'éventualité d'une attaque venant de la Nouvelle-France. Le fait sera confirmé lors de la prochaine expédition de Frontenac. Est-ce le prix que Wessel a versé pour obtenir le concours du grand sachem ?

Est-ce la fin des négociations avec le gouverneur du Canada ? Coincée entre deux puissances européennes qu'elle redoute l'une et l'autre, se donnant l'apparence d'accéder aux désirs de l'une puis de l'autre, l'Iroquoisie semble louvoyer vers la neutralité et la paix. Avec souplesse, adresse, mais en prenant le moins de part possible aux hostilités. Son ardeur guerrière ne se ranime pas. Elle travaille à mettre fin aussi à la guérilla des Indiens alliés qui harasse ses tribus de l'Ouest.

Après ce conseil, Tareha vient au Canada, en sa qualité de messenger des Cinq Nations. Il affirme que les délégués de son pays redoutent les partis canadiens et n'osent venir en Nouvelle-France. C'est pourquoi il invite des plénipotentiaires français à se joindre à lui pour se rendre en Iroquoisie, et ensuite à Albany où est planté l'arbre de la paix. Frontenac ne peut accepter cette proposition : ce serait une

reconnaissance implicite de la thèse anglaise à l'effet que la Confédération appartient à l'Angleterre. Il refuse d'abord le présent avec violence : il contraindra les Iroquois à la paix tout en épargnant les Onneyouts. Selon son habitude, il traite Tareha avec beaucoup de considération, lui présente des cadeaux. Il accueille avec bienveillance la protectrice du père Millet, Suzanne, qui a voulu voir de ses yeux le grand guerrier dont on parle tant dans son pays. Il la renverra comblée. Mais sarcastique, il fouette le nationalisme iroquois : il ne traitera qu'avec la Confédération et directement; il est peiné de la voir si dégénérée qu'elle ne puisse prendre toute seule une décision importante. Autrefois, elle comptait cinq tribus; elle en a adopté maintenant une sixième, les Anglais d'Albany, qui la gouverne et la conduit. Ne peut-elle rien faire sans leur permission ?

Se ravisant ensuite, Frontenac consulte les missionnaires d'Iroquoisie. Il connaît sans doute à ce moment l'opinion du père Millet. C'est alors qu'il décide de renvoyer Tareha en son pays après avoir accepté son collier. Celui-ci symbolise une répétition de son message antérieur : que deux chefs de chaque tribu, Teganissorens à leur tête, viennent en Nouvelle-France et il les recevra comme ses enfants. Il ajoute de nouvelles menaces que souligne l'arrivée de nouvelles troupes; mal en point, il est vrai, insatisfaisantes, mais les premières que la Nouvelle-France ait reçues depuis le départ de Denonville. Des préparatifs de guerre sont en cours.

Le gouverneur est-il dupe ? La coalition anglo-iroquoise est-elle replâtrée ? Les alliés s'entendent-ils pour le jouer ? Un événement semble donner une réponse affirmative. En compagnie de six Iroquois catholiques, La Plaque s'est tenu en observation sous les murs d'Albany. Ils ont capturé deux soldats de la garnison. Ces captifs disent que, le printemps prochain, les colonies américaines lanceront une grande expédition contre la Nouvelle-France. Soutenue par les Iroquois ? On le présume. Il s'agit évidemment de l'une de ces rumeurs, pas toujours exactes évidemment, dont il fallait toujours tenir compte et qui jouèrent un grand rôle en ce temps-là. La puissance dormante des colonies américaines se réveillerait-elle ?

Mais quelle est la réalité ? Peter Schuyler écrit d'Albany à Fletcher, pour lui rendre compte de l'état des esprits. Il raconte la capture des deux soldats par La Plaque. L'inquiétude règne dans son mi-

lieu. On appréhende une attaque française. Il a demandé aux Agniers affaiblis de s'établir tout près d'Albany avec leurs femmes et leurs enfants, afin qu'il puisse les protéger en cas de besoin. Un Iroquois catholique serait venu du Canada chez les Onneyouts. Des sachems des tribus supérieures doivent venir là pour tenir un conseil.

Ce jour-là, il ne semble pas au courant de la nouvelle mission de Tareha et de Suzanne au Canada. Deux jours plus tard, il flaire le pot aux roses. Les Agniers sont apathiques, dit-il. « Je n'ai jamais autant soupçonné la fidélité de nos Indiens que maintenant . . . Tout se passe comme s'ils étaient disposés à se ranger du côté de l'ennemi aussitôt que celui-ci arrivera, ils sont fatigués de la guerre et nous ne pouvons obtenir aucun service d'eux sans une récompense immédiate » . . . Ils appréhendent de grandes expéditions françaises. L'ennemi vient jusqu'aux portes d'Albany.

De son côté, Fletcher sait que Frontenac a reçu des renforts et des provisions. Il redouble ses efforts pour obtenir l'assistance des autres colonies. Il sait que « nos Indiens (les Iroquois) sont devenus très fatigués de la guerre et sont indifférents à notre égard » ; que « la première tribu de nos Indiens (les Agniers) est en partie détruite par la guerre ». Certains d'entre eux vont délibérément en Nouvelle-France malgré les défenses. Ils ne veulent pas remettre le père Millet. Toutefois, Fletcher ne sait pas le pire lui non plus : que Tareha a exécuté sa nouvelle mission.

Mission qui, dans le même temps, produit des résultats étonnants et imprévus. A son retour, Tareha s'est rendu à Onnontaé, la capitale. Il a communiqué le nouveau message de Frontenac aux Onnontagués, qui prennent une décision immédiate. Le 22 novembre, ils dépêchent des messagers aux cinq tribus pour les convoquer à un nouveau conseil général. L'affaire est importante. Ils convoquent même Fletcher, c'est-à-dire les Anglais. Mais ici, leur bonne foi apparente décèle bientôt la ruse cachée : la réunion aura lieu dans dix jours, c'est-à-dire dans un délai si court que le gouverneur de New-York n'aura pas le temps d'envoyer un délégué pour intimider l'assemblée, manoeuvrer les délégations des tribus, comme ils l'ont fait précédemment. C'est eux qui seront absents cette fois-là. Par contre, le père Millet sera présent, et apparemment, il jouera un grand rôle dans les délibérations. Manoeuvre souple et hardie d'un peuple que l'on dit

barbare mais qui punira les Anglais de leur arrogance et de leurs airs de maître. Le messenger qui se rend à New-York reçoit aussi l'instruction de voir Schuyler en passant, et de lui enjoindre de ne pas s'opposer cette fois-là à la venue des chefs agniers et des chefs onneyouts.

C'est donc Schuyler qui aura connaissance, le premier, de l'orage qui s'amasse à l'horizon. Quelles mesures prend-il ? Ici, la situation semble assez confuse. Le 4 décembre, il écrit à Fletcher qui est à New-York. Il lui annonce que Tareha est allé au Canada, en est revenu. Il l'a mandé à Albany, l'a sommé d'apporter les lettres destinées au père Millet qu'il a eues en sa possession, lui demandant d'amener deux sachems pour en entendre la lecture. Tareha n'a pas obéi. Il a fait répondre qu'il n'y avait pas de lettres, mais que les deux sachems iraient probablement le voir. Schuyler écrit encore : « . . . Les Indiens (Iroquois) sont inclinés à la paix avec les Français du Canada ». Il a envoyé un messenger aux chefs des Onnontagués pour les sommer de se présenter à Albany selon l'ancienne décision prise de ne négocier avec les Français que dans cette ville et avec la participation des Anglais; autrement, ils seront trompés par les Français. D'autant plus que la rumeur court que le père Millet se serait rendu au Canada lui-même. Schuyler écrit ainsi parce que deux jours plus tôt, un Agnier serait revenu du pays des Onneyouts et lui aurait fait un rapport. Ce dernier aurait dit à ses hôtes que le conseil devrait se tenir à Albany. On lui aurait répondu que Tareha n'avait pas rapporté de lettres mais simplement un collier qui avait été expédié à Onnontagé où devait avoir lieu un grand conseil. C'est celui-ci qui déciderait si l'assemblée aurait lieu à Albany. Enfin, le même Agnier donne un rapport assez exact de l'entrevue de Tareha et de Frontenac.

Cette lettre prouve qu'Albany n'est pas mis au courant tout de suite des événements qui se passent en Iroquoisie; et que l'Iroquoisie est divisée, car des affidés du parti pro-anglais renseignent assez bien à la fin Schuyler et Fletcher.

Toutefois, il faut signaler que dans le moment même où le maire d'Albany écrit cette lettre, le conseil iroquois qui étudie les propositions de Frontenac a eu lieu dans la capitale iroquoise. Il s'est réuni dans les tout premiers jours de décembre 1693, le un ou le deux. Et c'est le premier décembre que Fletcher recevra son invitation à New-

York. Il choisit aussitôt le major Indolesby; il le charge de se rendre à Albany pour donner l'ordre à Peter Schuyler de courir à la capitale iroquoise et de défendre les intérêts anglais. On ne rejoindra le major que le 16 décembre. Les mesures prises le seront en retard.

Nous avons des rapports assez complets sur le Conseil qui s'était tenu à Onnontaté. Ils sont presque tous de source anglaise. Le pasteur Dellius en fournit les grandes lignes dans une lettre du 12 janvier 1694, alors qu'il renseigne Fletcher. Il prétend avoir reçu, le 30 décembre, une communication du père Millet qui l'aurait mis au courant. Le Jésuite a agi comme secrétaire des sachems. La question s'est posée d'abord de transporter le conseil à Albany et de discuter le problème avec la participation des Anglais. Mais le même chef onnontagué qui a aidé Wessel à obtenir gain de cause est toujours malade et ne peut se rendre en cette ville. Teganissorens prend alors charge des affaires et décide que la réunion aura lieu dans la capitale, aussitôt que Tareha sera revenu.

Les sarcasmes de Frontenac ont porté leur effet. Assemblés entre eux, les Iroquois décident de lui présenter trois colliers symboliques qui seront une réponse à ses propositions répétées. Le premier, bande de grains de nacre carrés, noirs sur fond blanc, indique que le peuple est unanime dans sa résolution d'envoyer une ambassade à Québec. La déclaration suivante lui est attachée : « Nous voici, père, devant vous, sur votre natte; et voici, parmi les délégués, Teganissorens, que vous avez appelé, qui craignait pour sa vie, mais qui, à la fin, s'est exposé aux dangers pour que vivent l'Iroquoisie et la cabane achevée. Parlez le premier. Les Iroquois n'ont plus d'esprit et nous verrons s'il est possible de vous satisfaire ». Le second collier n'est composé que de grains noirs. Il symbolise une demande à Frontenac de renverser la chaudière de guerre, c'est-à-dire d'arrêter les hostilités, dans le cas où sa résolution définitive ne serait pas arrêtée. Au mois de février suivant, à Albany, en présence des Anglais, les sachems en donneront une interprétation plus énergique encore : les Iroquois renversent la chaudière de guerre; et non-seulement, ils la renversent, mais ils la brisent; non-seulement ils la brisent, mais ils en rompent encore les morceaux. C'est-à-dire que les Iroquois se retirent complètement des hostilités, ne font plus de préparatifs de guerre, déposent les armes.

Qu'ils l'aient dit et répété devant les notables d'Albany, c'est ce qui est indubitable et prouvé par le procès-verbal et des lettres qu'écriront des témoins du fait.

On découvre la même divergence dans l'explication du troisième collier. D'après le père Millet, on demanderait à Frontenac d'envoyer une dépêche au roi de France, comme on demanderait à Fletcher d'envoyer une dépêche au roi d'Angleterre, pour les supplier l'un et l'autre d'accorder aux Iroquois la paix qu'ils désirent. Mais d'après les chefs qui parleront à Albany, les paroles attachées à ce collier seront les suivantes : les Français disent qu'ils n'auront rien à faire avec Fletcher, mais Anglais et Iroquois sont inséparables; ces derniers ne peuvent être dans un état de paix avec les Français si les Français ne sont pas en paix avec les Anglais. Les deux nations meurent ou tombent ensemble. Il semble que la version du père Millet est la bonne, que les Iroquois n'ont donné la seconde que sous la pression subséquente d'Albany. Toutefois, il est important de constater que nous revenons à un fait profond : les Iroquois ne peuvent jouir de la paix sans que les deux nations, française et anglaise, le veuillent. Si, se targuant d'indépendance, ils l'obtiennent de la Nouvelle-France, c'est la guerre qu'ils auront le lendemain de la part de la Nouvelle-York et des colonies américaines. C'est certainement ce qui ressort des diverses significations de ce collier et des écrits du père Millet. Ce dernier ajoute enfin que le conseil d'Onnontaté tenu en sa présence a désigné les délégués qui se rendront auprès de Frontenac.

Par la lettre du missionnaire à Delliis, par l'invitation en retard des chefs d'Onnontaté, par les affidés au parti pro-anglais, les Anglais apprennent vite les événements en cours. Ils tentent d'empêcher la résolution de l'Iroquoisie, si funeste pour eux, de négocier directement avec Frontenac. Tout d'abord, il est difficile de suivre leurs actes. On sait nettement que le 3 janvier 1694, Peter Schuyler partira d'Albany avec Dirck Wessel et autres, pour aller à Onnontaté. Ce groupe se rendra jusqu'à une bourgade des Agniers, rebrousse chemin parce qu'il y a trop de neige et que la rumeur court que les Français doivent attaquer la capitale. D'autres démarches ont certainement lieu car le 2 février sera tenu, à Albany, l'une des plus significatives assemblées de cette période. Bon nombre de sachems sont présents sous la direction de Teganissorens. Ils sont en présence du maire, des échevins, des

traiteurs et commerçants d'Albany. Pendant douze jours, pas moins, les Anglais vont se servir de tous les moyens pour bloquer les négociations avec Frontenac.

La première journée se fera le récit des missions de Tareha; moins officiellement accrédités, d'autres Iroquois ont agi dans le même sens. Les sachems reprocheront amèrement aux colonies américaines leur expédition infructueuse contre la Martinique; une attaque de la même envergure, contre la Nouvelle-France, avec leur concours à eux, aurait probablement donné des résultats. Actuellement, la guerre canadienne tourne mal pour eux. Pour éviter la destruction, ils négocient la paix.

Le 3 février, c'est Peter Schuyler qui mène l'assaut contre la défection de l'Iroquoisie, les décisions des sachems, leur manière de procéder. Naturellement, son argument principal repose sur les traités que l'Iroquoisie a signés, les engagements pris. C'est perfidie que de ne plus les suivre. Il parle en maître dominateur. « Vous pouvez être sûrs que son Excellence (Fletcher) . . . ne sera pas satisfaite de vos excuses et de vos apologies dans une affaire aussi importante, après la résolution que vous avez prise de ne rien faire sans sa connaissance et son consentement ». Toutes négociations doivent avoir lieu à Albany en la présence des Anglais. Fletcher lui a ordonné « de vous dire d'arrêter toute correspondance avec les Français, de ne pas envoyer d'ambassadeurs au Canada, et, au contraire, de lui livrer le père Millet, qui révèle toutes vos actions ». La mise en demeure est brutale. Les Anglais se conduisent en souverains de l'Iroquoisie.

Naturellement ensuite, il tente de retourner son auditoire contre les Français. Il rappelle le guet-apens du fort Catarakouy, les Iroquois envoyés aux galères, les expéditions de La Barre et de Denonville, arguments dont on s'est servi maintes fois et qui sont d'ordinaire efficaces. Tout au contraire, les Anglais ont aidé, protégé la Confédération. Leurs troupes ont défendu les Agniers après le raid de Manteh. En un mot, il prononce un discours vigoureux, tente de relever les courages abattus.

S'il faut en venir aux négociations, que Frontenac envoie ses délégués à Albany. Il leur donnera un sauf-conduit. Puis il commence les manoeuvres adroites pour empêcher ces pourparlers engagés avec Frontenac : il demande aux Iroquois d'être présents à Albany dans

soixante-dix jours afin d'y rencontrer le gouverneur Fletcher; en attendant, ils resteront inactifs, n'enverront pas les trois colliers que le conseil précédent d'Onnontaté avait préparés, ni de négociateurs.

Comme l'écrira Schuyler lui-même, c'est une manoeuvre dilatoire pour gagner du temps tant la cause anglaise semble perdue, tant les Iroquois veulent faire la paix tout de suite avec Frontenac, tant l'Iroquoisie échappe aux Anglais. Car si les sachems acceptent sa dernière proposition, ils seront à Albany, Teganissorens avec eux, au moment même où ils devraient être en Nouvelle-France, auprès de Frontenac.

A partir de ce moment, les Iroquois commencent à céder. Arrivés avec des décisions énergiques, ils louvoient bientôt, comme c'est leur habitude. Quelles influences agissent en dehors des discussions enregistrées par les procès-verbaux ? On ne sait. Toutefois, avec une ruse consommée, ils opposent une motion dilatoire à une motion dilatoire : les propositions de Peter Schuyler, c'est-à-dire l'arrêt des négociations avec Frontenac, la convocation à un futur conseil d'Albany, l'abandon de toute correspondance avec la Nouvelle-France, doivent être soumises au grand conseil d'Onnontaté, de toutes les tribus, qui a déjà pris des décisions contraires. C'est à lui qu'il appartient de juger. Il faut du temps, on ne s'attendait pas à cette affaire. On tentera de venir à Albany pour rencontrer Fletcher. Toutefois, ces délégués acceptent de livrer tout Français ou tout Indien qui viendrait du Canada pour négocier.

Schuyler n'est pas satisfait du résultat. Il propose aux Iroquois d'arrêter toute correspondance avec les Français, soit par l'entremise du père Millet, soit par l'entremise de tout autre, aussi longtemps que les chefs n'auront pas rencontré Fletcher. Egalemant habile, Teganissorens répond qu'en retournant à Onnontaté il soumettra cette proposition, en passant, à chaque tribu. Evidemment, Schuyler n'est pas satisfait de la réponse. Il voudrait un oui ou un non, tout de suite, et non pas cette politique fuyante qui remet toute décision à plus tard.

Un^s autre manoeuvre s'insère parmi les précédentes. L'interprète Arnaut se présente avec un bon nombre de Chaouanons et les représentants de sept ou huit tribus, probablement des délégués de quelques nations de l'Ouest qui sont alliées à la Nouvelle-France. Ils voudraient, paraît-il, négocier la paix avec les Iroquois. Les Anglais veulent ainsi

montrer à leurs hôtes que les peuplades de l'Ouest se détachent de Frontenac pour s'attacher à l'Angleterre, et qu'ainsi l'Iroquoisie n'aura plus d'ennemis dans l'Ouest.

Plus que jamais, l'Iroquoisie est prise dans un dilemme angoissant entre deux puissances européennes également menaçantes et dangereuses. Le 7 février, elle paraît céder en consentant que le chemin du Canada soit fermé. Mais elle demande qu'un message soit envoyé aux Iroquois catholiques à cet effet : ses ambassadeurs ne pourront venir tel que promis, car Fletcher leur a donné l'ordre de se présenter à la même date à Albany. Toutefois, aucun engagement pour l'avenir.

Schuyler peut-il accepter une proposition pareille ? Elle remet simplement à plus tard les négociations avec Frontenac. Elle ne les rompt pas. Il demande, en un conseil particulier, l'avis du maire, des échevins et des traiteurs d'Albany. Dans le procès-verbal de la réunion, on trouvera cette phrase révélatrice : « Puisqu'ils (les Anglais) constatent qu'il est impossible de les (les Iroquois) empêcher de faire la paix avec les Français ou d'avoir des relations avec eux », la meilleure solution est de leur accorder leur demande. Ce consentement « peut les empêcher de négocier plus amplement pour la présent . . . ». Le message aux Iroquois catholiques du Canada sera à l'effet suivant : ne pas attendre les délégués de l'Iroquoisie à la date dite; que si des Français ou des Indiens alliés ont des choses à dire aux Cinq Nations, ils peuvent leur envoyer des délégués; mais qu'il n'y aura pas de correspondance entre l'Iroquoisie et le Canada aussi longtemps que les sachems n'auront pas rencontré Fletcher. Schuyler accepte ces décisions de son conseil particulier : un Agnier et un Onnontagué se rendront chez les Iroquois de Montréal pour transmettre le message. Ils porteront trois colliers symboliques, dont l'explication est la suivante : les sachems ne peuvent se rendre à l'invitation de Frontenac au temps fixé car ils doivent rencontrer Fletcher à la même date : les Iroquois catholiques du Canada peuvent venir en Iroquoisie et aussi des Français s'ils ont des propositions à faire aux Cinq Nations; la hache de guerre reste suspendue pendant quarante jours à condition que la Nouvelle-France fasse de même. Et le 19 février, les messagers partiront avec les colliers.

C'était une demi-victoire pour Fletcher et qui n'engageait en rien l'avenir. En transmettant les procès-verbaux à Fletcher, il lui

écriera ce qui suit, le 14 février : « . . . Les sachems sont certainement, comme Son Excellence le constatera, frappés de terreur et en même temps fatigués de la guerre et n'ont pas beaucoup de confiance dans notre capacité à les soutenir contre la puissance grandissante des Français . . . ». Du conseil d'Onnontaté qui a précédé la réunion d'Albany, il a des nouvelles pires que celles que nous connaissons : il préfère ne pas avoir été présent à ces délibérations car « là, j'aurais tout fait désespéré de jamais obtenir ce que j'ai obtenu du conseil d'Albany . . . Toujours est-il que j'ai réussi à gagner du temps, jusqu'au jour où Votre Excellence viendra, et ils se sont tous engagés à venir ce jour-là. Teganissorens sera présent lui-même et il est l'homme que désire voir le gouverneur du Canada ». Par le message qu'ils recevront, les Français constateront que les Iroquois reçoivent la loi à Albany. « Le Jésuite Millet nous fait beaucoup de dommage et il a l'intention d'aller lui-même au Canada. S'il partait, l'influence française baisserait en Iroquoisie ». Robert Livingston écrira dans le même sens. Le danger d'une paix immédiate est disparue pour l'hiver. Toutefois, Schuyler ajoute encore en parlant des Iroquois : « Je crains que rien n'empêchera leur inclination vers la paix avec l'ennemi . . . », sauf si les Anglais remportaient un grand succès militaire, ce qui est improbable. Deux jours après le conseil, le pasteur Delliüs écrira aussi ce qui suit : « Il est presque incroyable à quel point les Indiens (les Iroquois) sont inclinés à faire la paix avec les Français . . . ».

D'autre part, ce pasteur, au lieu de bien accueillir les vues humaines, chrétiennes, du père Millet, au lieu d'offrir sa collaboration pour donner à ce peuple la paix qu'il espère et désire, se servira de son influence auprès des Agniers qu'il évangélise et de toute la nation, pour la garder dans la coalition anglo-iroquoise. Il se servira à cette fin des lettres que le Jésuite lui écrit. Aux Agniers, en effet, il représentera que les Sinèkes, c'est-à-dire les autres tribus, ne prennent pas leur avis, agissent indépendamment d'eux; et qu'ainsi, ils n'ont aucune raison de les imiter. A tous, il affirmera qu'ils ne peuvent faire la paix avec Frontenac sans briser les traités qui les lient à plusieurs colonies américaines et leur alliance avec les Anglais. Il faut signaler les lignes suivantes qu'il a signées et qui forment une menace directe à l'Iroquoisie si elle passe outre. En faisant la paix, dit-il, les Iroquois « avec le temps, se feraient des ennemis de tous les Indiens (des colonies anglaises) et de tous les chrétiens (les blancs) de cette colonie

(New-York) et des autres ». On ne saurait trop insister sur ces lignes. C'était dire que la paix gagnée du côté de la Nouvelle-France serait perdue du côté des puissants états américains en formation. Et ceux-ci, ils étaient rapprochés de la Confédération et pouvaient lui faire du mal parce qu'ils n'avaient pas à parcourir des distances énormes. Le pasteur ajoutait encore que si, à l'avenir, les Iroquois avaient des difficultés avec la France, ils n'obtiendraient pas de secours des Anglais. « Et, en conséquence, s'ils persévèrent dans ces négociations, ils les trouveront très pernicieuses pour leur peuple et pour leur pays ». Enfin, il redoutait lui aussi l'influence du père Millet. Ce document fait mieux saisir que tous les autres peut-être la position réelle de l'Iroquoisie placée entre deux puissances européennes qui peuvent la détruire si elle ne fait pas leur volonté; et qui se servent tour à tour de paroles mielleuses, d'argumentations diverses, et, en fin de compte, de menaces. En face de ces organismes puissants, la démocratie iroquoise n'est pas unanime; le parti pro-français et le parti pro-anglais triomphent tour à tour, ce sont des oscillations continuelles, et une politique louvoyante et souple.

Mais encore une fois, la défection de l'Iroquoisie est réelle; elle le restera malgré quelques engagements et quelques coups de guerre, comme la capture du seigneur Crevier qui, après quelques tortures, échouera entre les mains de Fletcher. Cependant, il lui manquait la signature des chefs, l'estampile officielle. Et tant que celles-ci ne seraient pas apposées au bas d'un traité, le danger demeurerait, et Frontenac en était profondément gêné dans tous ses mouvements de guerre.

Qu'il ait été bien renseigné, sans l'être aussi exactement que nous, sur ce qui se passait au sud, c'est ce qui paraît indubitable. Et il poursuit sa politique réaliste et énergique. Selon les décisions du conseil d'Albany, trois Agniers arrivent à Montréal à la fin de février. Ils portent aux Iroquois catholiques les colliers convenus. Callières les renvoie au gouverneur. A Québec, ils disent que les présents ne sont pas destinés seulement aux Iroquois catholiques, mais encore aux Français, ce que ne mentionnent pas les procès-verbaux. On sait que leur signification était assez insultante pour les Canadiens. L'ambassade iroquoise qui devait venir à Frontenac ira à Fletcher; on demandait à des délégués français de se rendre à Albany pour négocier en présence des Anglais. C'était accepter la souveraineté de l'Angleterre sur l'Iroquoisie et reconnaître qu'elle était pays anglais. Aussi, Frontenac

repousse les présents du pied; il accuse les délégués d'être venus pour séduire les Iroquois de Montréal. Il les considère comme des espions de Fletcher. Il accorde encore deux mois à ses enfants rebelles pour rentrer en eux-mêmes et se rendre aux propositions qu'il leur a faites. Après, il n'écouterait plus personne et le chemin de la Nouvelle-France à l'Iroquoisie sera fermée. Renvoyés à Montréal, les ambassadeurs voient encore les Iroquois catholiques qui les assurent de leur fidélité exemplaire à Frontenac. Ils ne veulent pas négocier avec Fletcher. Ils suspendent la hache de guerre pendant deux mois.

C'est alors que l'on voit la politique extérieure de la Confédération se contorsionner jusqu'aux extrêmes limites de la souplesse. Forcée pour ainsi dire de choisir entre Québec et Albany, entre Frontenac et Fletcher, pressée entre deux mises en demeure, elle se tire d'affaire en envoyant une ambassade à chacun des deux endroits, à chacun des deux hommes. L'une est à Albany, le 4 mai. Nous n'avons pas le procès-verbal de cette réunion. Colden fournit quelques détails bien minces. La promesse que les Anglais avaient faite aux Iroquois de leur négocier un traité de paix avec les Indiens alliés de la France « ne fut pas suffisante pour résister à la force de la réponse que leur messenger reçut des Indiens catholiques. Teganissorens et les autres délégués se rendirent au Canada le printemps venu; les autres sachems rencontrèrent Fletcher à Albany le quatrième jour de mai 1694 ». Ils auraient parlé avec assez d'énergie; « Quelques uns de nos anciens ont consenti l'hiver passé que nous n'ayons pas de négociations avec les Français; nous confessons que nous avons brisé notre promesse, et que nous avons reçu un messenger du Canada, et que de même nous avons envoyé là nos députés ». Ils revendiquent ensuite le droit de délibérer seuls sur leurs affaires : « Le privilège de se réunir en Conseil général, quand il nous plaira, est un privilège dont nous avons toujours joui; aucun gouverneur précédent . . . n'a fait obstacle à ce privilège ». Le supprimer serait créer un conflit entre Anglais et Iroquois. Pourquoi les empêcher de se rendre auprès de Frontenac ? « On a toujours cru qu'il était un homme sage et pacifique ». Les Onnontagués ont envoyé neuf sachems avec neuf colliers à Québec. « Nous nous hâtons pour prévenir les desseins que les Français nourrissent contre notre pays et le vôtre, et que nous avons connus par les grands préparatifs militaires qui se faisaient au Canada ». Certaines déclarations vont jusqu'au fond de la question : « Le seul motif . . . de notre ambassade

pour négocier la paix avec les Français est l'état malheureux auquel nous sommes réduits pendant qu'aucun de nos voisins ne nous envoie la moindre assistance, de sorte que le fardeau entier de la guerre repose sur nous seulement ». Nouvelle-Angleterre, Connecticut, Pennsylvanie, Maryland, Virginie, ne fournissent aucun soldat, bien que ces colonies soient liées par des traités avec les Iroquois. « Seuls, nous ne pouvons continuer la guerre contre les Français parce que, eux, ils reçoivent continuellement des recrues venant de l'autre côté du Grand Lac ». Et plus loin : « Nous devons faire la paix ». Ces sachems toutefois s'illusionnent sur un point : leurs délégués demanderont à Frontenac d'inclure les Anglais dans leur traité de paix avec la Nouvelle-France : « Nous ne pouvons les (les Anglais) voir engagés dans une guerre sanglante pendant que nous sommes assis dans une douce paix ».

Il est évident que Frontenac pouvait négocier, signer un traité de paix avec la Confédération; mais que d'un autre côté, il n'était aucunement autorisé à faire la même chose pour les colonies américaines.

Colden parle aussi du conseil de Québec où se rendit la principale ambassade iroquoise. C'est durant le même mois de mai que Teganissorens et ses amis arrivent chez les Iroquois catholiques. Ancien missionnaire d'Iroquoisie, le père Bruyas les conduit à Québec. Trois jours après leur arrivée, soit le 24, grande assemblée solennelle dans la salle du Conseil souverain; notables et religieux y assistent. Parce qu'il a l'estime du gouverneur, Teganissorens parle le premier. Iroquois de belle prestance, physique parfait, il conquiert la sympathie de l'assistance. Il discourt avec modestie et grâce; il est respectueux et composé. Il offre les colliers et explique leur signification. Il parlerait au nom des Anglais et des Iroquois. Ce sont, dit-il, les prédécesseurs immédiats de Frontenac, La Barre et Denonville, qui sont responsables de la guerre : ils ont châtié trop rudement leurs enfants, les ont battus de verges. Ces derniers se sont impatientés, ont perdu le sens, et, dans leur colère, ont été plus loin qu'ils ne voulaient. L'iroquois a repris la hache de guerre qu'il avait donnée à ses alliés, que les Français fassent de même. Comme représentants au Canada, comme consuls pour ainsi dire, ils ont choisi Maricourt et Longueuil à la place de leur père, Charles Le Moyne, décédé; et aussi Jacques Le Ber qu'ils estiment. Les Iroquois de la Montagne (du Sault), des

alentours de Catarakouy (les Goyogouins) peuvent aussi servir de truchement entre Iroquois et Français. L'Iroquoisie est prête à oublier la mort de presque tous ses chefs, la vengeance, et même les massacres que pourraient commettre les Indiens alliés avant qu'on ait pu les avertir. Teganissorens parle ensuite de Catarakouy : la terre y est imprégnée de sang, dit-il, mais il faut la fouir bien avant, l'éventrer pour effacer les traces; « et, ajoute-t-il, nous nettoierons la natte de ce fort afin qu'il ne reste plus aucune marque de sang et que nous puissions y traiter de la paix avec notre Père, et nous y rencontrer comme nous avons fait par le passé ». Il veut ensuite ouvrir le chemin de cette place qui est obstrué par les broussailles. Il l'aplanit. Le soleil de la paix pourra luire ensuite. Il termine en libérant une couple d'Iroquois de la Montagne, deux Français. Sa nation, dit-il, est prête à rassembler les prisonniers français en Iroquoisie et à les ramener. Cette partie du discours de Teganissorens au sujet du fort Catarakouy, cette invitation à le reconstruire, cette dernière citation prise dans *La Potherie*, ont été souvent contestées. Depuis le début, cette place a toujours donné lieu à la plus âpre controverse, elle continue et durera longtemps.

Enfin, le père Millet avait annoncé par lettre la signification de chacun des colliers; elle s'avéra exacte.

Frontenac régale les délégués, les reçoit à sa table. Et deux ou trois jours plus tard, il donne sa réponse. Les Iroquois sont maintenant, dit-il, dans de bons sentiments. Je suis content « que vous souhaitiez une paix générale ». Il est prêt à arrêter la hache de guerre, à empêcher le départ des partis. Que dans un délai de trois mois, les Iroquois ramènent tous leurs prisonniers et le père Millet; de même que ceux que détiennent les tribus qui font la guerre avec eux; alors, lui, il libérera tous les prisonniers iroquois incarcérés en Nouvelle-France; il élargit tout de suite deux Agniers, trois Iroquoises. Pourquoi l'ambassade ne laisserait-elle pas en arrière deux personnes pour prouver aux Indiens alliés de la Nouvelle-France qu'ils veulent aussi négocier la paix avec eux ? Afin de leur démontrer la sincérité de leurs intentions ? Point important car si Iroquois et peuplades alliées ont souvent des pourparlers pendant cette période, et en auront encore, il règne entre eux un vieux levain de vengeance et d'inimitié qui n'est pas prêt de s'éteindre, comme on le verra bientôt.

Puis surgit le point délicat : la Confédération veut conclure sa paix avec la Nouvelle-France, mais, en plus, celle des colonies américaines. Frontenac ne laisse pas d'illusion aux sachems : « La guerre que j'ai avec eux n'a rien de commun avec celle que j'ai avec vous ». Si les Anglais veulent la paix, qu'ils viennent la demander. Frontenac ne peut écouter les propositions des Iroquois parlant pour leurs alliés. Comme on pouvait le prévoir, Frontenac est favorable à la reconstruction du fort Catarakouy; il est heureux que les Iroquois soient prêts à « nettoyer le sang qui a été répandu de part et d'autre, dans le fort . . . et que vous souhaitez qu'on y replante ce bel arbre . . . sous lequel l'on faisait de si bonnes affaires . . . Je vous assure que j'y travaillerai aussi de mon côté et d'une manière que ses racines seront si profondes et si affermies que rien ne sera plus capable de l'ébranler ». Il aura recours à Le Ber, Maricourt et Longueuil dans ses futures relations avec l'Iroquoisie; que leurs paroles auprès d'eux soient un contre poison aux paroles des Anglais.

Signalons tout de suite un aspect du rétablissement de fort Catarakouy : comment les Iroquois pouvaient-ils courir le risque de mécontenter à fond les Anglais aussi longtemps que ces derniers étaient leurs seuls fournisseurs d'armes, de munitions, de marchandises européennes ? Ce seul point explique leur prudence extrême et leurs attermolements malgré un besoin de paix total. Seul Catarakouy, qui était aussi une factorerie et pourrait le redevenir, pouvait rendre l'Iroquoisie indépendante d'Albany, et lui restituer sa pleine autonomie. Ce fait vaut pour la première administration de Frontenac aussi bien que pour la seconde. Autrement, elle restait un état dépendant, ne pouvant courir le risque de se faire couper les vivres, et de perdre toute sa puissance.

Les cérémonies se continuent à Québec. Les Iroquois catholiques offrent aussi leurs présents : favorables à la paix, ils restent fidèles à Frontenac. A son tour, l'intendant Champigny offre un banquet. Puis Teganissorens et l'un de ses compagnons se font conduire en secret chez le gouverneur par M. Trouvé, ancien missionnaire des Goyogouins, et ensuite chez de Vaudreuil. Rappelant le souvenir de Garakonhié et de la Grand'Gueule et autres, ils se disent prêts à gagner la nation à la cause française. Puis a lieu la distribution de présents particuliers sous forme de vêtements. Dans un dernier entre-

tien, Frontenac dit aux délégués qu'ils doivent se défier des Anglais qui n'ont qu'un but, les faire revenir dans la coalition.

Un incident se produit après le départ. Les Indiens alliés, les Outaouais en particulier, sont inquiets, mécontents. Ils ont appris les négociations de Frontenac et sont de nouveau tourmentés par la crainte d'être abandonnés à la vengeance des Iroquois. Louvigny saisit vite leurs réactions. Alors il charge Manteh qui est dans l'Ouest de venir en Nouvelle-France avec un bon nombre de chefs pour recevoir l'assurance que le gouverneur ne les sacrifiera pas. En arrivant, cette délégation rencontre l'ambassade iroquoise qui retourne en son pays en compagnie de Maricourt. C'est un heurt qui n'est plaisant pour personne. Teganissorens accepte de revenir pour prouver ses bonnes intentions. Des conseils ont encore lieu pour expliquer que les Indiens alliés ne sont pas oubliés, qu'ils seront compris dans le traité de paix. On s'offre réciproquement des colliers. Que tous soient présents à Montréal, dans trois mois, et une paix générale pourra se conclure.

Que ressort-il de ce conseil, de celui d'Albany qui a lieu dans le même temps ? Evidemment, que la paix avec l'Iroquoisie est pour la Nouvelle-France à portée de la main. C'est-à-dire que l'on voit le jour où l'ennemi qui a fait tant de mal à la Nouvelle-France, mettra sa signature sur sa défection et abandonnera officiellement ses alliés, les colonies anglaises; qu'elle deviendra neutre et qu'ainsi Frontenac pourra tourner ses forces contre la Nouvelle-Angleterre sans craindre la Confédération qui pouvait les prendre à revers, ce qui avait été son dessein dès le premier jour. Les documents d'Albany prouvent qu'il ne s'illusionnait pas du tout et que pendant toute cette période, il avait des informations de première main, tout à fait exactes. Et que sa politique était réaliste, bien fondée sur les faits. Peu à peu, par les partis de la Nouvelle-France, ceux non moins victorieux des peuplades alliées, il avait forcé ce dangereux ennemi à demander la paix. On a relevé quelques éléments de collusion entre l'Iroquoisie et Albany; c'est évident, mais non pas sur le fond du problème, car, pendant tout ce temps les Anglais aux abois ont employé tous les moyens pour empêcher la perte de leur alliée.

Et pourtant, à partir de ce mois de mai, la situation commence à se détériorer pour Frontenac. Malgré le père Millet, malgré Maricourt, malgré Joncaire. Peut-être aurait-il fallu à ce moment la pression

accrue qu'aurait donnée le rétablissement du fort Catarakouy. On dirait que Frontenac le pressent. Il se rend à Montréal, y prépare un convoi de vivres et de munitions, désigne une escorte, les soldats de la future garnison, charge de l'entreprise le chevalier de Crisafy. Alors lui parvient de Paris un ordre du mois d'avril lui enjoignant de donner son assistance à une expédition d'Iberville à la baie d'Hudson. Sur ses troupes de choix il prélève cent vingt de ses meilleurs soldats et abandonne pour le moment son propre projet.

Pendant ce temps, le gouverneur de New-York, Fletcher, les colonies américaines, et même le Comité du Commerce et des plantations de la Chambre des Lords, organisent tous leurs efforts pour empêcher la défection officielle des Iroquois et ranimer un peu la coalition anglo-iroquoise. C'est une activité fébrile. L'affaire marche assez mal. Toutefois le gouverneur de New-York parvient à réunir un conseil anglo-iroquois à Albany le 15 août. Et cette date marquera un point tournant dans les négociations de paix.

Nous n'avons pas encore sur ce fait tous les renseignements nécessaires. Mais il est évident que la mise en scène est soignée et que l'on met l'Iroquoisie en face de la puissance sourde des colonies américaines. Fletcher est présent; et, ensuite Andrew Hamilton, gouverneur du New-Jersey; John Pinson, Samuel Sands et Pen Townsend qui représentent le Massachusetts; John Henley et le capitaine Stanley, délégués du Connecticut; c'est-à-dire que l'on rappelle à la Confédération les traités qu'elle a signés au temps de La Barre et Denonville, les engagements qu'elle a pris; et les forces auxquelles elle devra faire face si elle veut se dégager de son alliance; et celles qui l'aideront si elle marche droit.

Colden fournit de maigres renseignements sur les délibérations. Les orateurs iroquois auraient parlé d'abord avec courage : « Nos voisins (les Anglais) sont assis tranquilles et fument à leur aise. La chair s'est fondue sur nos os, mais elle a été placée sur le dos de nos voisins, qui deviennent gras pendant que nous devenons maigres . . . Si nous unissions toutes nos forces et saisissons la hache dans nos mains, notre ennemi commun serait vite détruit ». Paroles sarcastiques qui donnent la raison de la défection iroquoise et montrent que l'Iroquoisie connaissait bien la force des colonies américaines.

Suivent ensuite des affirmations qui contredisent les rapports des conseils de Québec ou les complètent. Teganissorens n'aurait pas demandé le rétablissement du fort Catarakouy. Frontenac aurait dit que ce n'est pas lui mais son roi qui pouvait faire la paix avec Fletcher; il aurait promis de ne rien entreprendre contre les Anglais. Les Iroquois ont un délai de quatre-vingts jours pour répondre aux offres de paix. Un Tsonnontouan et un Onnontagué sont demeurés à Québec à titre d'otages. Un orateur raconte qu'Iroquois et peuplades alliées du Canada ont entrepris des négociations de paix sur l'avis de Frontenac. Il est encore question de poursuivre les négociations françaises à Albany. Toutefois on déclare franchement que les Iroquois « ne pouvaient plus continuer la guerre sans assistance »; et Fletcher insisterait pour que ses alliés ne laissent pas rétablir le fort Catarakouy.

Ce rapport ne donne pas satisfaction et l'on ne sait pas pour quels motifs, exactement, les sachems ont dévié dans leurs projets tenaces de paix. Les colonies américaines ont-elles menacé leurs alliés? Ont-elles promis une assistance enfin efficace? Sur ce dernier point, divers documents semblent donner une réponse affirmative. Ainsi, on a rappelé que des troupes anglaises avaient empêché le raid de Manteh d'annihiler complètement la tribu des Agniers et Fletcher nous apprendra plus tard qu'il achemine des troupes vers Albany.

Quoiqu'il en soit, après ce conseil et par suite de la tension à laquelle est soumise la nation, on voit l'Iroquoisie se scinder nettement en deux parties et comme éclater. Les trois tribus qui sont le plus rapprochées d'Albany, qui subissent le plus son influence, qui ont le plus à craindre d'une vengeance des Anglais, c'est-à-dire les Agniers, les Onneyouts et les Onnontagués, feront pour ainsi dire leur soumission à Fletcher et n'enverront pas leurs délégués à Frontenac, tel que promis; par contre, celles qui en sont éloignées et qui sont harcelées par les peuplades alliées de la France, exécuteront leurs promesses, ramèneront leurs prisonniers en Nouvelle-France et tenteront de poursuivre leurs négociations pour la paix. Le cas des Onneyouts est singulièrement significatif: c'est chez eux que la défection a pris naissance, s'est épanouie; comment se fait-il que maintenant ces Iroquois abandonnent les négociations avec la Nouvelle-France qu'ils ont conduites presque tout le temps? Il a sans doute fallu une pression peu ordinaire pour les faire céder, d'autant plus que le père Millet a fait des convertis et qu'un peu plus tard bon nombre de familles accepteront

la migration au Canada. En un mot, la nation est comme écartelée, divisée à fond entre parti pro-anglais et parti pro-français. Au début de l'année 1695, Fletcher se flattera de l'avoir reprise en main, il s'occupera à fortifier Albany et à réunir des forces militaires, mais il ne ranimera guère la coalition anglo-iroquoise qui ne joue plus, ne jouera plus aucun rôle efficace dans les événements.

Dès ce moment, naît l'ombre des événements à venir : la réoccupation du fort Catarakouy et ensuite l'expédition dans le centre de l'Iroquoisie, contre les Onnontagués et les Onneyouts. L'Iroquoisie n'avait pu s'arracher à la coalition dans laquelle l'avaient plongée les régimes de La Barre et de Denonville, et elle paierait encore chèrement son impuissance avant d'atteindre la paix qu'elle voulait.

Alors, Frontenac, au lieu de recevoir la grande délégation iroquoise promise, en temps voulu, avec tous les prisonniers français d'Iroquoisie, ne voit revenir que son ami Oureouaré, le Goyogouin, avec des ambassadeurs de sa tribu et des Tsonnontouans. Ils ne ramènent que leurs propres prisonniers. Ils sont prêts à faire la paix avec les Français et avec les peuplades alliées. Quant aux autres tribus, elles viendront plus tard, disent-ils. Naturellement le gouverneur refuse leurs colliers. C'est toute la nation qu'il veut voir devant lui, avec tous les captifs français. Puis les négociations entre ces délégués et ceux des peuplades alliées, tournent assez mal.

Le père Millet revint de sa captivité à la fin d'octobre 1694 ou au commencement de novembre. Il présente une autre délégation dont le chef est encore Tareha. Celui-ci offre des colliers de la part des cinq tribus. Joncaire parle au nom des Tsonnontouans. Iroquois catholiques du Canada et d'Iroquoisie veulent la paix. Quels sont les rapports de ces Français qui connaissent bien l'Iroquoisie au gouverneur ? On n'en sait rien. Lui laissent-ils des espérances ? Dans une lettre de la même période, le 19 novembre, Fletcher chante victoire : « J'ai espoir d'empêcher les Indiens (Iroquois) de s'en aller du côté des Français. Un présent du Roi et l'apparition des compagnies que j'attends chaque jour, les rivera à notre alliance. Je constate que les sachems ont été tellement influencés par mon dernier traité, qu'ils ne se sont pas rendus au Canada et qu'ils ont abandonné de correspondre avec le Gouverneur français ». Evidemment, tout n'est pas exact dans ces prétentions. On a vu que l'ambassade des Goyogouins, des Tsonnon-

touans, puis ensuite celle de Tareha, n'indiquent pas du tout que sa victoire soit aussi nette et aussi complète qu'il le dit; surtout qu'il a réussi à remettre l'Iroquoisie sur pied de guerre contre la Nouvelle-France. Ils ne quittent pas officiellement les colonies américaines mais les imitent dans l'inaction.

D'autres documents qui paraissent exacts indiquent qu'en janvier 1695, Frontenac, par l'intermédiaire de deux Iroquois catholiques, aurait fait une autre tentative pour aboutir à la paix. Ces pourparlers étaient-ils officieux ? On le sait mal. Ils n'auraient pas abouti. Cependant, ces allées et venues n'indiquent pas une rupture finale dans les négociations. Pas plus qu'elle ne veut rompre formellement avec les colonies américaines, la Confédération ne veut rompre avec la Nouvelle-France.

A quelle date exacte Frontenac apprend-il qu'il n'aura pas gain de cause et que faute d'un assentiment officiel de toutes les tribus, il aura de nouveau à combattre les colonies américaines avec la possibilité qu'interviennent les Cinq Cantons qui étaient bien placés pour faire un mal effroyable à la Nouvelle-France ? A son retour, le père Millet lui a-t-il communiqué des informations sur ses ouailles, le premier lui a-t-il demandé d'espérer encore et de patienter encore ? Voilà des mystères à éclaircir. Il semble qu'il ait compris nettement la situation dans les derniers jours de l'année 1694 ou dans les premiers mois de l'année 1695. Puis viendra roder dans les défrichements canadiens ce parti iroquois qu'au cours d'une poursuite habile et d'engagements serrés, La Durantaye annihilera presque complètement. La Confédération aura manqué l'occasion, ou aura été impuissante à saisir l'occasion de se retirer sous sa tente; de retrouver ses prisonniers; d'arrêter l'affaiblissement graduel de la nation; de mettre fin à la guérilla des peuplades alliées de l'Ouest qui lui vaudra encore la perte d'un nombre important de guerriers dans les années à venir, au centre de la péninsule du Michigan. Durant ces années, elle semblera plutôt une nation malheureuse qui, prise dans une engrenage dont elle ne peut s'échapper, attrape des coups répétés qui auraient dû tomber sur les Anglais.

Telles furent ces premières négociations de paix, préambule de celles qui suivraient, presque sans fin, pendant six ou sept ans, avant d'aboutir à un traité. D'après les documents officiels, elles vaudraient

à Frontenac une perte de faveur à la cour qui paraît aussi imméritée qu'énorme. On ne semble pas voir à quel point elles étaient nécessaires aussi pour la conduite ultérieure de la guerre. De 1689 aux premiers mois de l'année 1693, celle-ci fut *défensive*, avec quelques raids en pays ennemi et ne posait pas de problème de fond. Mais après la défection réelle, mais non pas officielle de l'Iroquoisie, se posait cette fois-là, le problème de l'*offensive*. Et celui-là était compliqué. Si le gouverneur lançait un assaut massif contre Albany, New-York, et ainsi les colonies américaines, il laissait en arrière de lui une Nouvelle-France dépourvue de ses meilleurs défenseurs et où les partis iroquois pourraient reprendre leurs massacres; en second lieu, il exposait ses troupes à des attaques de flanc; et sa ligne de communication si étendue, était chaque jour en danger d'être rompue. D'un autre côté, s'il dirigeait vers l'Iroquoisie, vers le sud-ouest, un assaut destiné à l'abattre et non pas à l'égratigner seulement, c'est-à-dire à affaiblir sérieusement les forces adverses, il s'engageait dans des opérations longues, assez dangereuses, et difficiles; et, pendant ce temps, la même Nouvelle-France était exposée à une invasion anglaise venant par Albany. Assez justement, Frontenac n'attachait pas beaucoup d'importance aux expéditions à la Tracy, à la Denonville qui trouvaient les bourgades vides, les brûlaient, détruisaient les récoltes, sans affaiblir sérieusement l'ennemi.

C'est ce dilemme qui domine la situation à partir de l'année 1693, et qui était latent depuis 1689. On reconnaissait assez généralement qu'une attaque contre Albany ne pouvait produire aucun résultat définitif sans une attaque contre New-York; et que celle-ci dépendait d'une collaboration de la marine française et ainsi d'une stratégie élaborée à Paris; on l'avait tentée en 1689, mais non sérieusement; on la tentera de nouveau, après l'échec des négociations de paix, mais avec moins de bon sens et de détermination, ce qui assurera un autre insuccès.

Le point à saisir à partir de l'année 1694, c'est qu'une offensive sérieuse et profonde de toutes les troupes alors en Nouvelle-France, — milice, soldats réguliers, jeunes Canadiens, Iroquois catholiques, Indiens alliés, — comportait un séjour prolongé de plusieurs mois, soit en Iroquoisie, soit dans les colonies américaines; on dit plusieurs mois, mais c'est plusieurs années qu'il faudrait dire. Autrement, on n'obte-

tenait aucun succès solide. Si ces forces allaient en Iroquoisie, c'était l'invasion anglaise à redouter; et si elles allaient en Nouvelle-Angleterre, c'était l'invasion iroquoise.

Le fameux raid à la Manteh contre les Agniers a trop frappé les imaginations. On n'en médite pas assez la fin, quand la faim et les facteurs climatiques lui firent perdre tout le bénéfice de son attaque. Une fois sur leurs gardes, les autres tribus se laisseraient-elles prendre au gîte ? Et elles étaient beaucoup plus difficiles à atteindre. Et l'idée de capturer Albany sans canons, d'installer là une force d'occupation à portée de New-York et des autres colonies américaines, n'est-elle pas téméraire au point d'en être folle ?

C'est pourquoi nous aurons des solutions secondaires : le rétablissement du fort Catarakouy, soit une pression accrue pour forcer les Iroquois à abandonner la coalition; une expédition contre les Onnontagués et les Onneyouts, qui tendra à la même fin, mais ne l'atteindra pas; la guérilla enfin des peuplades alliées, meurtrière à la fin, mais qui conduira peu à peu à la paix iroquoise.

Jés. Paul Desrochers.